



Rapport 2019-DICS-5

19 février 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2017-GC-38 Romain Collaud, Gabrielle Bourguet – «Concept Sports-Arts-Formation» et sur le postulat 2017-GC-51 Philippe Savoy, Laurent Dietrich «Concept Sports-Arts-Formation»

Nous avons l'honneur de vous présenter un rapport conjoint faisant suite aux postulats des députés Romain Collaud, Gabrielle Bourguet et Philippe Savoy, Laurent Dietrich concernant le programme «Sports-Arts-Formation» (SAF) dans le canton de Fribourg.

1. Situation	2
1.1. Présentation des postulats	2
1.2. Réponse du Conseil d'Etat	2
2. Remarques préliminaires	2
2.1. Méthode de travail	2
2.2. Retour des cantons	2
2.3. Constat général	2
3. Rapport pour le domaine du sport-études	3
3.1. Introduction	3
3.2. Situation du sport-études dans les autres cantons	3
3.3. Talent Card de Swiss Olympic (SOTC)	4
3.4. Situation en Suisse pour les 6 points relevés dans le postulat	4
3.4.1. Conditions d'admission au concept	4
3.4.2. Mesures en faveur des élèves sportifs admis dans le concept	6
3.4.3. Mesures en faveur des élèves sportifs de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept	6
3.4.4. Budgets affectés aux systèmes «sport-études» par les cantons	7
3.4.5. Mise à disposition des infrastructures pour le «sport-études» – tarifs pratiqués	9
3.4.6. Subventionnement cantonal des centres de formation – conditions et montants accordés	9
3.5. Conclusion pour le domaine du sport	12
4. Rapport pour le domaine artistique	13
4.1. Introduction	13
4.2. Situation générale de l'art-études	13
4.3. Situation en Suisse pour les 4 points relevés dans le postulat	14
4.3.1. Conditions d'admission au concept	14
4.3.2. Mesures en faveur des élèves artistes (musique-danse-théâtre) admis dans le concept et adaptabilité de ces mesures au sein des établissements scolaires du S1 et S2 ainsi que dans le cadre de la formation duale	15
4.3.3. Mesures en faveur des élèves artistes (musique-danse-théâtre) de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept	16
4.3.4. Budgets affectés aux systèmes «art-études» par les cantons	16
4.4. Conclusion pour le domaine des arts	17
5. Conclusion générale	19
6. Annexes	21

1. Situation

1.1. Présentation des postulats

Par deux postulats déposés et développés, pour le premier le 8 mars 2017 et le second le 28 mars 2017, les députés cosignataires respectifs ont retracé un bref historique du concept «sports-arts-formation» (SAF) et demandé qu'une analyse du programme SAF et une étude comparative intercantonale des différents systèmes que l'on peut regrouper sous les génériques «sport-études» ou «art-études» soient menées. En comparant notamment les cantons de Vaud, Genève, Valais et Berne, ils souhaitent des informations en particulier sur les points suivants:

- > les conditions d'admission SAF;
- > les mesures mises en place et leur adaptabilité aux degrés du secondaire I et secondaire I/formation duale;
- > les mesures pour les élèves artistes ou sportifs de haut niveau mais ne remplissant pas les conditions d'admission SAF;
- > les budgets affectés par les cantons;
- > la mise à disposition des infrastructures;
- > le subventionnement cantonal des centres de formation.

1.2. Réponse du Conseil d'Etat

Après quelques années de mise en œuvre, le programme SAF a permis à de nombreux jeunes talents de concilier dans de bonnes conditions les études et leur pratique d'un sport ou d'un art de haut niveau. Différents types de programmes «sport-art-études» existent en Suisse. Le dispositif fribourgeois SAF constitue un modèle adapté aux spécificités du canton, en particulier en raison de la qualité de ses institutions et de la masse critique d'élèves concernés.

La dernière modification d'importance est la directive SAF entrée en vigueur le 1^{er} mai 2017. Durant son élaboration, plusieurs améliorations ont été envisagées, dont notamment l'équité de traitement sur le territoire cantonal puisque le programme permet d'accueillir des élèves SAF dans toutes les écoles du canton.

Après quelques années de fonctionnement, il est intéressant de procéder à l'analyse du dispositif et de comparer celui-ci aux autres modèles en vigueur sur le plan national.

Le programme SAF ne permet pas, de par sa nature (chaque situation est traitée individuellement), de fixer des règles communes détaillées pour chaque aspect du sport-études ou art-études. En effet, ce qui convient à un cas particulier n'est pas forcément adaptable à l'ensemble des élèves ou gérable par le système scolaire à large échelle. C'est pourquoi le canton soutient une approche basée sur trois axes: l'application de règles générales, la mise en place de mesures individuelles, ainsi que l'apport régulier d'améliorations au programme. La

comparaison avec d'autres modèles au niveau national s'est d'ailleurs révélée intéressante sur ce plan.

Les conditions d'admission des différents programmes «sport-art-études» et les mesures en faveur des élèves et les implications financières permettent de situer le programme SAF par rapport à la promotion de la relève. Pour le volet sport, l'externalisation de la Promotion de la relève de l'OFSP (Office fédéral du sport) à Swiss Olympic, intervenue en janvier 2018, facilite l'analyse comparative, mais apporte une certaine incertitude avec la mise en œuvre de cette nouvelle politique.

Ayant constaté que le canton de Fribourg dispose d'un dispositif qui peut s'adapter à l'évolution sociétale et nationale, le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil de prendre en considération ces deux postulats et ainsi de présenter un rapport commun. Le Parlement a accepté de procéder ainsi lors de sa séance du 13 septembre 2017.

2. Remarques préliminaires

2.1. Méthode de travail

Des questionnaires pour le sport et la culture ont été envoyés par voie électronique aux responsables cantonaux du sport et de la culture de tous les cantons. Parfois des précisions ont été demandées par téléphone et courriel, avant un nouvel envoi avec des questions complémentaires.

Des compléments d'informations ont été tirés du rapport intitulé «Dispositifs sport-art-études et centres de formation de la relève» du canton de Genève (comparatif des cantons de GE, BE, BL, FR, VD, VS) de janvier 2018. Le Centre d'information et de documentation IDES de la CDIP a également fourni des données, en particulier sur des recherches déjà effectuées dans ce domaine. Une discussion avec le Groupe de travail mis en place par le HC Fribourg Gottéron sur ce sujet a eu lieu. Les deux commissions cantonales de la culture et du sport ont aussi pu se prononcer sur le projet de rapport.

2.2. Retour des cantons

25 cantons ont répondu aux questions sur le sport/art et études. Un seul canton n'y a pas donné suite. Pour certains cantons, plusieurs personnes ont répondu de manière séparée pour le sport et pour l'art, alors que d'autres cantons ont fourni une réponse consolidée pour les deux sujets.

2.3. Constat général

L'analyse des résultats montre que les cantons ont des approches très diverses dans ce domaine, ce qui tient notamment à l'autonomie cantonale en termes de gestion et d'organisation de l'école. Il est ainsi difficile de comparer les réponses sans avoir à l'esprit l'ensemble des éléments qui

constituent l'organisation scolaire propre à chaque canton. D'une part, chaque canton a opté pour un modèle en lien avec son organisation scolaire, d'autre part certaines mesures de soutien ne sont pertinentes que par rapport au modèle considéré. Ainsi, lorsque le canton dispose d'une école spécifique ou que l'horaire de l'établissement a été adapté, il n'y a pas, pour les élèves concernés, la possibilité d'obtenir une dispense. En conséquence, il est impossible d'évaluer l'efficacité d'une mesure prise individuellement ou celle d'une condition d'admission sans la replacer dans son contexte.

L'un des exemples qui illustre le mieux la diversité des situations existantes est la grille horaire hebdomadaire, qui peut être très différente d'un canton à l'autre (par exemple en relation avec le nombre d'années de gymnase). Une grille horaire qui comprend moins de leçons est plus favorable à la conciliation Sports-Arts-Formation et nécessite moins de discussions autour des dispenses à accorder aux élèves¹.

3. Rapport pour le domaine du sport-études

3.1. Introduction

Le présent chapitre présente les résultats de l'étude inter-cantonale, pour le domaine du sport. Les résultats pour le domaine de l'art figurent au chapitre suivant.

Après la présentation de la situation générale du sport-études dans les autres cantons, et celle de la Talent Card de Swiss Olympic (instrument important de sélection des talents), ce chapitre exposera la situation en Suisse pour les 6 points relevés dans le postulat 2017-GC-38 «**Concept Sports-Arts-Formation**»:

- > Conditions d'admission au concept;
- > Mesures en faveur des élèves sportifs admis dans le concept;
- > Mesures en faveur des élèves sportifs de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept;
- > Budgets affectés aux systèmes «sport-études» par les cantons;
- > Mise à disposition des infrastructures pour le «sport-études» – tarifs pratiqués;
- > Subventionnement cantonal des centres de formation – conditions et montants accordés.

3.2. Situation du sport-études dans les autres cantons

Des questions de base ont été posées aux cantons pour connaître leur contexte et appréhender ainsi les situations diverses existant en Suisse. Le nombre de cantons répondants

peut différer en fonction de la question posée. Les résultats détaillés par cantons ainsi que des infographies figurent en ANNEXE 2.

Question: *Disposez-vous d'un concept sport-études?*

17 cantons, dont Fribourg, déclarent disposer d'un concept sport-études. 8 cantons disent ne pas en avoir.

Question: *Disposez-vous d'une ou plusieurs école(s) proposant uniquement du sport-études?*

10 cantons disposent d'écoles proposant uniquement du sport-études. 7 cantons, dont Fribourg, n'ont pas d'école spécifique. Parmi ces derniers, 3 ont ouvert des classes spécifiques pour les sportifs.

Question: *Le sport-études est-il intégré dans le système scolaire normal ou est-ce un système privé?*

Tous les cantons intègrent le sport-études dans le système scolaire normal. En parallèle, 2 d'entre eux ont également un système privé.

Question: *Degrés dans lesquels le sport-études est proposé?*

Aucun canton ne propose de système pour le cycle 1 (1H–4H).

3 cantons en proposent au cycle 2 (5H–8H). Certains, comme Fribourg, peuvent octroyer des exceptions individuelles à ce groupe d'âge. 16 cantons en proposent au secondaire I, dont Fribourg. 15 cantons en proposent au secondaire II, dont Fribourg.

Question: *Y a-t-il un nombre limité de places?*

7 cantons déclarent avoir un nombre limité de places. 10 ne limitent pas les places (dont Fribourg), mais certains ont des quotas par sport ou par école.

Commentaires:

- > En analysant les données détaillées, il ressort que les pratiques des cantons sont très diverses. Il y a toutefois une moyenne d'environ 25–26 heures de cours par semaine à suivre par tous les élèves, tant au secondaire I qu'au secondaire II².
- > Le mercredi après-midi est congé pendant toute la scolarité obligatoire dans la majorité des cantons. Ce n'est pas le cas à Fribourg au secondaire I.
- > Lorsque le canton propose une école spécifique ou des classes spéciales pour les élèves en programme sport-études, cela va presque toujours de pair avec une limitation du nombre des places disponibles.

¹ Annexe 1: Tableau du nombre d'heures à la grille horaire de chaque canton, par degré scolaire.

² Par secondaire II, nous faisons ici, et seulement pour cette moyenne de 25–26 heures, référence aux collèves et à l'École de culture générale, y inclus les élèves de l'école de commerce de Gambach; les écoles professionnelles et de métier n'ayant pas le même nombre d'heures de cours.

- > L'accent est mis sur le secondaire I et II par presque tous les cantons.
- > Des regroupements vers certaines écoles plus proches des lieux d'entraînement, indépendamment des bassins de recrutement, peuvent faciliter les aménagements horaires (cette possibilité existe dans le canton de Fribourg). Toutefois, les besoins de chaque sport étant très différents, il n'est pas forcément judicieux de réunir tous les athlètes dans une même classe.

3.3. Talent Card de Swiss Olympic (SOTC)

Swiss Olympic peut valider l'octroi – par les fédérations nationales disposant d'un concept de promotion de la relève – de la «Swiss Olympic Talent Card (SOTC)» à leurs athlètes. Selon le rapport de Swiss Olympic:

«Les «Swiss Olympic Talent Cards» sont des instruments importants dans le système sportif suisse et constituent des références pour les différents partenaires. L'accent est mis sur l'encouragement commun et optimal des talents de la relève dans leur parcours vers le sommet. La carte montre aux communes, cantons, écoles et autres partenaires quels athlètes de la relève font partie d'un programme de promotion au sein d'une fédération et doivent être soutenus de manière ciblée.»

De plus en plus de partenaires, dont les cantons, utilisent ce critère de référence des sportifs de talent. Cette manière de faire reconnaît aux fédérations la qualité de spécialiste dans leur domaine, ce que les services du sport cantonaux n'ont pas vocation de devenir. Ces derniers ont par contre besoin de références pour décider de mesures individuelles. La carte SOTC est l'une de ces références.

En ANNEXE 3 figurent le nombre de SOTC distribuées en Suisse et dans le canton de Fribourg. Fribourg bénéficie de 3,2 à 4,8% des cartes nationales (en fonction des années et du niveau national/régional) alors que sa population est de 3,7% de la population suisse. Le nombre de talents sportifs reconnus pour le canton est donc sensiblement supérieur à la moyenne suisse.

Commentaires:

Les chiffres montrent une augmentation des Talent Cards au niveau suisse, mais aussi fribourgeois, ainsi qu'un rapprochement des chiffres du programme SAF et des nombres des Talent Cards pour Fribourg. Il faut toutefois préciser que les titulaires d'une Talent Card ne demandent pas tous à faire partie du programme SAF car ils n'en ont pas forcément besoin.

Il paraît dès lors raisonnable de préciser que le nombre de bénéficiaires du programme SAF est cohérent, voire encore un peu élevé et qu'il est judicieux de se référer aux Talent Cards pour les critères d'admission. Ce critère est en général complété par d'autres.

Depuis la reprise par Swiss Olympic de la promotion de la relève en début d'année 2018, les fédérations nationales révisent leur concept de la relève et mettent en place ou modifient leurs fonctionnements en lien avec les Talent Cards sur la base du concept national FTEM (Fondament-Talent-Elite-Mastery). L'attribution des Talents Cards va ainsi être progressivement unifiée et représentera encore davantage qu'à l'heure actuelle un critère de qualification déterminant le haut niveau de performances et le statut de cadre. Cette attribution de carte est indépendante de l'âge et adaptée par la fédération nationale de chaque sport à ses particularités et priorités.

Augmenter encore le nombre des bénéficiaires du programme SAF ne serait pas sans risque, notamment en termes de soutiens octroyés et de niveau général des sportifs de talent. Pour mémoire, les fédérations travaillent déjà sur ce principe avec l'attribution des Talent Cards, selon leur concept de la relève. Le Service du sport se renseigne auprès des fédérations nationales et associations régionales pour les cas particuliers présentant des interrogations (par exemple, un athlète champion suisse sans Talent Card).

3.4. Situation en Suisse pour les 6 points relevés dans le postulat

3.4.1. Conditions d'admission au concept

Question: *Exigez-vous que les sportifs aient une «Swiss Olympic Talent Card (SOTC)» pour être intégré au concept?*

10 cantons exigent la SOTC pour intégrer le programme. 7 ne le font pas. Cependant, les réponses sont nuancées dans plusieurs cantons, notamment par l'utilisation de critères complémentaires à la SOTC ou son remplacement par un examen¹.

Question: *Avez-vous des critères généraux d'admission propres à votre canton (ex: minimum 10 heures d'entraînement, résultats scolaires suffisants,...)?*

Les réponses ont été regroupées par la nature des critères figurant dans les réponses des cantons:

Critère «Nombre d'heures d'entraînement hebdomadaire»:

Le nombre de 10 h. d'entraînement par semaine semble être la norme pour ce critère. En effet, 13 des 17 cantons ayant répondu l'exigent, sous forme d'une moyenne ou non. Les cantons d'AG et d'AR ont une exigence particulière puisqu'il doit s'agir de 6 h. d'entraînement au sein d'une école pour sportifs. Cinq cantons exigent un nombre différent d'heures d'entraînement par semaine.

¹ Annexe 4: Réponses individuelles des cantons et infographies

Minimum 10 heures d'entraînement par semaine	12	AG, BE, FR , JU, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH
Minimum 10 heures d'entraînement par semaine sur la base d'une moyenne	5	AG, GR, UR, ZG, BE
Minimum 6 heures d'entraînement à l'école du sport (Sportlerschule)	2	AG, AR
Autre nombre d'heures d'entraînement (non spécifié par les répondants)	5	TG, UR, ZG, BE, TI

Critère «Niveau sportif»:

Dix cantons exigent la SOTC pour être admis dans le programme. Le lien avec les critères de Swiss Olympic se reflète également dans les réponses des cantons qui demandent de posséder un statut de cadre ou qui utilisent le système PISTE (système d'évaluation de Swiss Olympic pour déterminer le niveau des talents et distribuer les Talent Cards).

Certains cantons n'ont pas comme critère la SOTC mais demandent néanmoins «des hautes performances sportives» (GR, VS et ZG) selon leurs propres critères. VS et ZG déclarent ne pas demander la SOTC mais demandent d'appartenir à un cadre espoir régional ou national.

Swiss Olympic Talent Card	10	AG, AR, BE, FR , GE, SG, TG, TI, UR, ZH
Avoir un statut de cadre	10	AG, FR , NW, TG, UR, VS, ZG, ZH, BE, TI
Hautes performances sportives	9	AG, AR, GR, TG, UR, VS, ZG, ZH, BE
Sélection par sport à l'aide du système PISTE	7	AG, GR, TG, VS, ZG, BE, TI
Etre licencié dans un sport reconnu par Swiss Olympic et par le canton (liste des sports reconnus)	6	AG, FR , TG, VS, BE, TI
Membre d'un cadre espoir régional ou national	5	UR, VS, ZG, BE, TI
Niveau sportif: minimum dans les meilleurs au niveau régional dans le sport concerné	5	AG, GR, UR, VS, BE
Participer à des compétitions de niveau national ou international	3	VD, VS, ZG

Certains cantons déclarent demander une recommandation, qui peut prendre différentes formes.

Recommandation de la personne responsable au sein de la fédération sportive de l'encadrement des athlètes	9	AG, JU, FR , TG, UR, VS, ZG, BE, TI
Recommandation du partenaire sport	5	GR, JU, TG, VS, ZG
Etre recommandé pour ce type de scolarisation par un centre de compétence (ZH Fachstelle) du domaine concerné	3	TG, ZG, ZH
Recommandation de l'enseignant pour les compétences transversales (pas de note)	4	JU, TG, VS, ZG

Critère «Test d'admission»:

Ces tests peuvent prendre différentes formes. Ils peuvent avoir lieu au niveau du canton, de l'école spécifique dans le sport-études s'il y a en a, ou au niveau de la fédération.

Epreuve cantonale d'évaluation du potentiel par l'association	5	GR, TG, UR, VS, ZG
Evaluation du potentiel par les entraîneurs compétents des sélections	5	NW, TG, UR, VS, ZG
Entretien	5	AR, TG, VS, BE, TI
Test physique	5	AR, GR, TG, VS, ZG
Epreuve cantonale: profil de la personnalité par informatique	2	GR, TG
Epreuve cantonale: test de motricité sportive	1	GR

Commentaires:

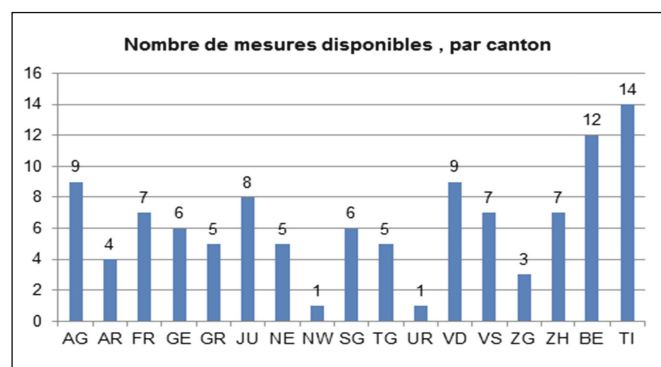
- > Outre les 3 types de critères cités ci-dessus, une quinzaine d'autres sont mentionnés par les cantons (la liste détaillée figure à l'ANNEXE 5). Ils sont notamment en lien avec l'implication de l'élève dans sa scolarité, avec une exigence de domicile et d'appartenance à un club ou avec la motivation.
- > Chaque canton mentionne un nombre relativement important de critères; ces derniers sont adaptés au concept mis en place, notamment pour les cantons avec des écoles spécifiques qui exigent souvent des examens ou tests d'entrée. 6 cantons proposent également des entretiens.
- > Les cantons qui n'exigent pas la SOTC demandent néanmoins, soit de hautes performances sportives, soit l'appartenance à un cadre régional ou national.
- > Les heures d'entraînement sont le critère revenant le plus souvent, avec l'exigence d'une attestation de compétences ou des tests propres, principalement pour les écoles spécifiques. Le nombre d'heures d'entraînement est au cœur du débat sur la problématique Sports-Arts-Formation. Les cantons veulent s'assurer que les aménagements qu'ils accordent concernent des élèves qui ont un potentiel sportif reconnu.

3.4.2. Mesures en faveur des élèves sportifs admis dans le concept

Question: *Quels aménagements scolaires sont mis en place pour les élèves du sport-études?*

Dispenses totales de cours (sans notes)	11	AG, BE, FR , GE, JU, NE, SG, TI, VD, VS, ZH
Dispenses partielles de cours (avec notes)	13	AG, BE, FR , GE, GR, JU, NE, SG, TI, VD, VS, ZG, ZH
Prolongement des études (répartition du programme sur plusieurs années)	9	AG, BE, FR , GE, JU, TI, TG, VS, ZH

Soutien pédagogique (cours de soutien)	15	AG, AR, BE, FR , GE, GR, JU, NE, SG, TI, TG, VD, VS, ZG, ZH
Entraînement spécifique donné par l'école	5	SG, TI, TG, VS, ZH
Changement d'école/de classe	12	AG, BE, FR , GE, JU, NE, SG, TI, TG, VD, VS, ZH
Financement de l'écolage «hors-canton»	16	AG, AR, BE, FR , GE, GR, JU, NE, SG, TI, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH
Autre(s)	8	
Structure de l'horaire		AG, BE, TI
Personne de coordination (scolaire)		AR, BE, FR , GR, TI
Journée thématique		JU, TI
Devoirs surveillés payés par certaines associations		BE, VD, TI
Conférences spécifiques		BE, VD, TI
Visites médicales gratuites		VD
Proximité, connexion entre les centres d'entraînement		AG, BE, TI



Commentaires:

- > Comme mentionné plus haut, chaque canton dispose d'un ensemble de mesures cohérent par rapport à son contexte et son système scolaire. Chaque mesure ne peut donc pas être appréhendée uniquement pour elle-même.
- > Les mesures ne sont pas liées au fait de disposer dans le canton d'une école spécifique, elles sont de même nature pour tous les cantons.
- > Les mesures offertes sont principalement liées à l'école par des dispenses de cours ou des aménagements d'horaires;
- > Très peu de cantons offrent des entraînements sportifs spécifiques aux talents;
- > Presque tous proposent la possibilité d'un financement d'écolages hors canton à certaines conditions.
- > L'examen de ces mesures montre qu'il n'y a pas uniquement deux systèmes, c'est-à-dire «des écoles spécifiques» ou «l'intégration dans une scolarité normale». Il existe une multitude de combinaisons, propres aux cantons (canton urbain ou plus rural, situation financière, sensi-

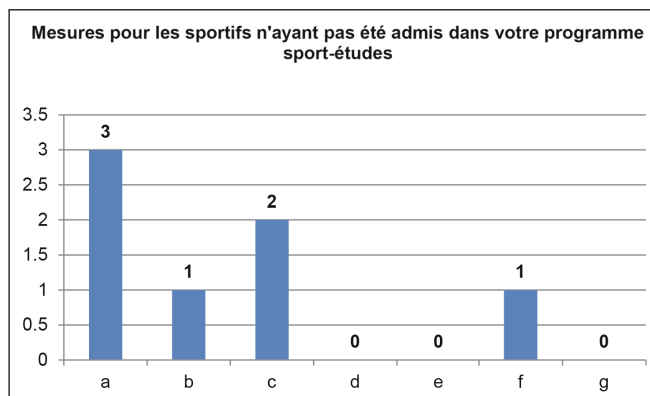
bilité politique, existence de fédérations sportives ou de centres d'entraînement dans le canton, etc.)

a	Jours de congé	FR , BE, GR
b	Dispense d'éducation physique	GE
c	Allègement de certaines heures de cours	NE, BE
d	Soutien pédagogique (cours de soutien)	–
e	Entraînement spécifique donné par l'école	–
f	Changement d'école/de classe	TI
g	Financement de l'écolage «hors-canton»	–

3.4.3. Mesures en faveur des élèves sportifs de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept

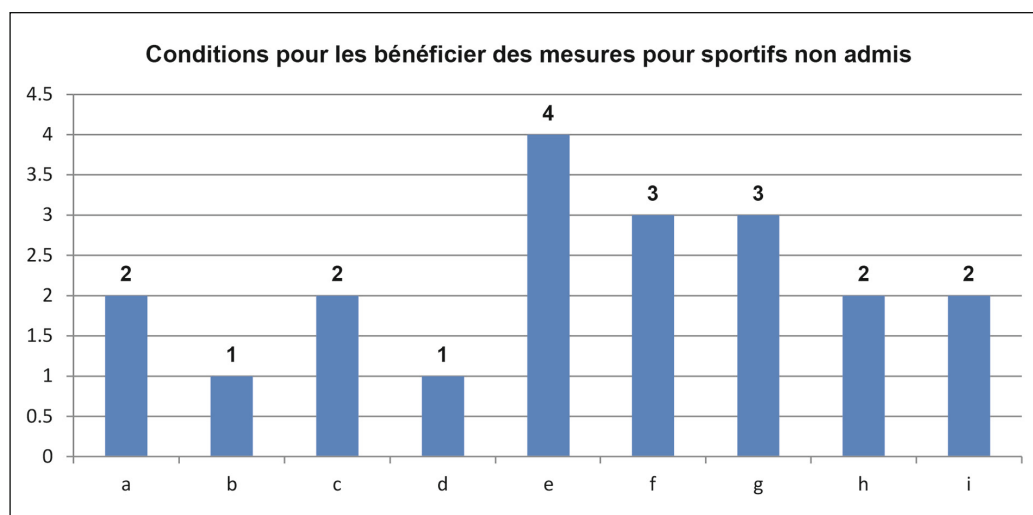
Question: Quelles sont les mesures proposées pour les sportifs n'ayant pas été admis au programme?

7 cantons proposent des mesures pour les sportifs non admis au programme. A savoir que le canton de ZH a répondu en renvoyant à des lignes directrices sur les dispenses. Une dispense n'est généralement octroyée qu'aux porteurs de SOTC de niveau régional ou national, il est ainsi parfois difficile de distinguer qui fait partie du concept ou non.



Question: Quelles sont les conditions pour obtenir les mesures proposées pour les sportifs n'ayant pas été admis au programme?

a	Convocation officielle	FR , TI
b	Critères spécifiques à chaque discipline	GE
c	Démontrer une charge d'entraînement	GR, ZH
d	Concept de la fédération	GR
e	Critères propres à chaque établissement	NE, BE, TI, ZH
f	Statut de sportif de talent	BE, TI, ZH
g	10h d'entraînement hebdomadaire	VD, BE, ZH
h	Appartenir à un club sportif et bénéficier du soutien et de l'encadrement de la fédération	VD, TI
i	Participer à des compétitions de niveau national ou international	VD, TI



Commentaire:

La majorité des cantons ne propose pas de mesures spécifiques pour les personnes qui ne sont pas admises dans le programme. A Fribourg, une solution unifiée pour toutes les personnes non admises au programme SAF est possible grâce aux directives SAF. Contrairement à la pratique zurichoise, il n'est pas nécessaire d'avoir la Talent Card dans le canton de Fribourg pour pouvoir bénéficier de congés hors programme SAF.

3.4.4. Budgets affectés aux systèmes «sport-études» par les cantons

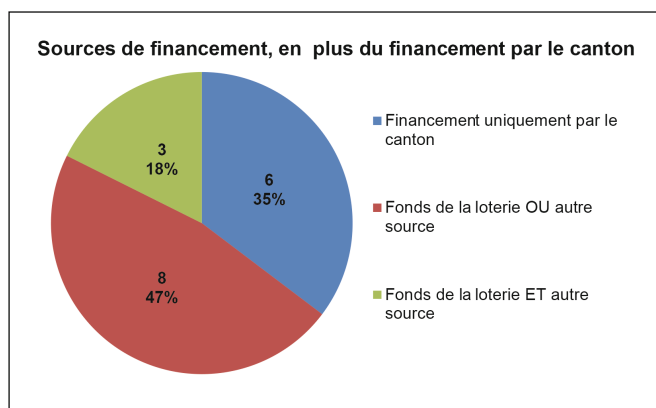
Question: Budget du canton?

Les 17 cantons disposant d'un concept sport-études offrent également un financement cantonal (budget de l'Etat, hors fond de loteries et autres financements). Il est difficile d'analyser les chiffres donnés car les réponses fournies étaient basées sur diverses unités (montant par élève, montant maximal, etc.). Voici cependant les montants globaux avancés:

Canton	Budget en francs	Nbre élèves école obligatoire et au secondaire II
AG	(Pas de budget propre au concept, financement de l'écolage hors canton selon la demande)	100 875
AR	70 000.- environ (dépend du nombre d'élèves)	7 255
BE	600 000.-	154 168
FR	730 000.- (dont 0,5 poste de coordination et des décharges pour les coordinateurs scolaires)	52 822
GE	900 000.- (plus un poste de coordinateur)	85 321
GR	4000.-/an pro Talentschüler (Sek I), 1000.-/an pro Schüler Sek II	26 825
JU	180 000.-	11 993
NE	290 000.-	29 812
NW	Dépend du nombre de scolarisation hors canton	5 221
SG	1 500 000.-/an (scolarisation hors canton)	81 874
TG	5 790 000.- max	38 702
TI	500 000.-	55 074
UR	Dépend du nombre d'élève hors canton	4 842
VD	Pas de budget fixe	135 191
VS	Concerne l'ouverture de classes spécifiques, les appuis, les périodes de coordination etc	51 877
ZG	9500.-/élève	19 158
ZH	1 500 000.-/an	222 553

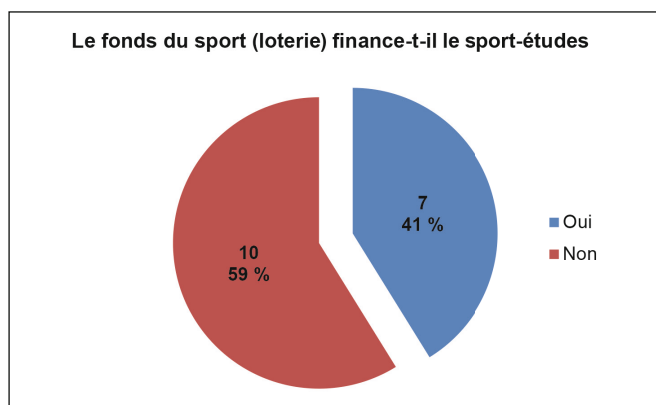
Commentaires:

- > En plus du financement direct par les cantons, certains d'entre eux ont recours au fonds du sport (loteries) ou à d'autres sources de financement;
- > Les cantons de AG, GE, JU, NE, ZG, BE financent le programme sport-études uniquement à l'aide du financement cantonal;
- > Les cantons de **FR**, GR, NW, SG, TG, UR, VS, TI utilisent, en plus du financement cantonal, le fonds du sport (loteries) ou une autre source de financement;
- > Les cantons de AR, VD, ZH utilisent, en plus du financement cantonal, le fonds du sport (loteries) **ou** une autre source de financement.



Question: *Le fonds du sport (loteries) finance-t-il le sport-études?*

Le fonds du sport de la loterie finance le sport-études dans 7 cantons (AR, **FR**, SG, TG, TI, VD, ZH), soit 40% des cantons disposant d'un concept sport-études.



A noter que GR a répondu non mais dans le commentaire de la réponse à la question suivante («autres financements?») il a répondu qu'il pouvait parfois y avoir un financement par les centres de formation et le fonds du sport.

Montants en francs:

- > AR: 60 000.-
- > **FR: 330 000.-**
- > SG: 800 000.-
- > TG: 1800.-/élèves pour max 80 élèves
- > VD: Montant non disponible
- > ZH: ?
- > TI: 200 000.-

Question: *Autres financements?*

- > Oui: AR, GR, NW, UR, VD, VS, ZH,
- > Non: AG, **FR**, GE, JU, NE, SG, TG, ZG, BE, TI

Le détail des autres financements est donné ci-dessous afin d'illustrer leur diversité:

- > AR: Dons privés, pas d'information.
- > GR: Dès que l'école propose elle-même des entraînements, il y a un soutien par le centre de performance (Fonds du sport).
- > NW: Soutiens des centres régionaux de performance; suivi des athlètes, etc.
- > UR: Montants de soutien pour les athlètes de la promotion de la relève possédant une Talent Card régionale ou nationale: régionale: 500 francs par saison/nationale: 1500 francs par saison.
- > VD:
 - Les contributions payées par les parents;
 - J+S pour les structures sportives;
 - L'argent versé par les fédérations nationales à certaines structures sportives.
- > VS:
 - Il est impossible de connaître tous les montants;
 - Les communes participent (frais d'écologie et de transport maison-école entre autres) pour le secondaire I;
 - Les associations sportives, respectivement les clubs offrent les structures d'entraînement et financent les entraîneurs et parfois même les transports école-lieu d'entraînement.
- > ZH: Soutiens par la Direction de l'instruction publique.

Commentaire:

Même si les systèmes sont difficilement comparables, car les montants à disposition et l'organisation des fonds sont très différents, les fonds de loteries ont une importance certaine pour le soutien des structures sport-études. Il n'y a par contre que peu d'apports externes, en termes de volume financier.

3.4.5. Mise à disposition des infrastructures pour le «sport-études» – tarifs pratiqués

Question: Mettez-vous à disposition des infrastructures sportives pour le sport-études?

Seuls 3 cantons mettent à disposition des infrastructures sportives JU, VS, ZG. Aucune contribution n'est demandée pour la mise à disposition.

La mise à disposition concerne, pour le VS, «uniquement les salles de sport et de musculation au secondaire II. Le reste est mis à disposition par les associations, clubs et écoles communales». Pour le canton de ZG, il s'agit notamment des bâtiments scolaires, des piscines couvertes et des salles de sport.

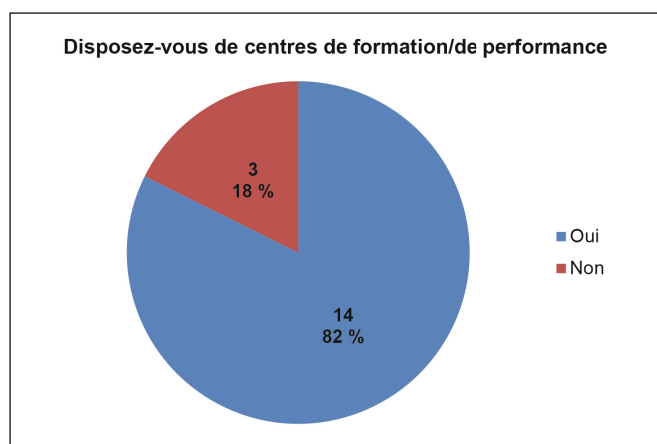
Commentaire:

Il n'y a que très peu de cantons qui proposent une mise à disposition des infrastructures. En règle générale d'ailleurs, les infrastructures scolaires et sportives n'appartiennent pas aux cantons, mais plutôt aux communes.

3.4.6. Subventionnement cantonal des centres de formation – conditions et montants accordés

Question: Disposez-vous de centres de formation/de performance?

Sur les cantons proposant le sport-études, 14 cantons disposent de centre de formation/performance (AG, FR, GE, GR, JU, NE, NW, SG, TG, UR, VD, VS, ZH, TI). Trois cantons déclarent ne pas en avoir (AR, ZG, BE). Le type de centre que possède chaque canton figure à l'ANNEXE 6.



Question: Quelles sont les conditions nécessaires afin d'obtenir une appellation de «Centre de formation»?

Le critère principal est la reconnaissance du centre par l'association ou la fédération cantonale, ou, sur le plan national, l'appartenance de l'association ou de la fédération à la fédéra-

tion nationale. D'autres conditions sont posées par 4 cantons, dont Fribourg. Leur liste exhaustive figure à l'ANNEXE 6.

Question: Les centres de formation reçoivent-ils un soutien financier du canton?

Sur les 14 cantons qui ont des centres de formation, tous proposent un soutien financier.

- > 7 cantons (AG, FR, GE, NE, NW, SG, ZH) offrent un soutien financier cantonal;
- > A l'exception du canton de GE, tous offrent un soutien financier du fonds du sport (loterie) (13 cantons AG, FR, GR, JU, NE, NW, SG, TG, UR, VD, VS, ZH, TI);
- > Il y a donc 6 cantons qui proposent 2 types d'aide (AG, FR, NE, NW, SG, ZH).

Canton	Montant en francs des subventions cantonales	Montant en francs des subventions du fonds du sport
AG	Jusqu'à maintenant, 1,5x le montant accordé au groupe d'utilisateurs 7 de J+S pour les centres régionaux, 4x le montant accordé au groupe d'utilisateurs 7 de J+S pour les centres nationaux Le tarif qui entrera en vigueur après la suppression de ce régime est encore en discussion	Dépend du tarif: Total env. 1 million
FR	Aide unique en cas de développement particulier de 20 000.– (Fonds cantonal du sport)	20 000.–, aide unique au démarrage (LoRo-sport) et entre 5000.– et 18 000.–/an (en plus de l'aide unique au départ de 20 000.–)
GE	env. 2 millions	–
GR	–	Jusqu'à maintenant le même montant accordé au groupe d'utilisateurs 7 de J+S (Total 650 000.–)
JU	–	186 000.–
NE	Il est compris dans le chiffre du sport-art-études cité plus haut.	187 000.–
NW	187 000.–	40 000.–
SG	Par sportif: 3000.– (Equipe) jusqu'à 4000.– (Individuel) par année, Montant maximum 30 000.– (sports d'équipe) et 40 000.– (sports individuels) par an et centres de performance.	Voir avant
TG	–	Est défini dans le projet. Pas de montant fixe.
UR	–	7 500.–
VD	–	C'est un projet en discussion actuellement, qui n'est pas encore entré en vigueur.
VS	–	50 000–60 000.–
ZH	1 million	Voir montant par année
TI	–	360 000.–

Question: Quelles conditions doivent être remplies pour l'obtention d'un subventionnement cantonal?

Très peu d'informations ont pu être tirées des réponses au questionnaire à propos des conditions nécessaires à l'obtention de subventions du canton.

Parmi les 7 cantons (AG, FR, GE, NE, NW, SG, ZH) qui proposent un subventionnement par le canton, AG et ZH utilisent le montant du GU 7 (Groupe d'utilisateur 7, promotion des espoirs) de J+S par les fédérations nationales comme référence.

Des adaptations suivront avec le nouveau contexte national (reprise de la promotion de la relève par Swiss Olympic depuis le 1^{er} janvier 2018 impliquant la suppression du GU 7 de J+S).

- > GE:
 - Projet détaillé dessinant une pyramide de la relève;
 - Réunion des clubs concernés en association;
 - Soutien de la fédération nationale;
 - Encadrement professionnel.
- > NE: Le subventionnement cantonal est en lien avec les heures de soutien (rattrapage). Une convention doit être signée entre le cercle scolaire et le Centre Régional de Performance (CRP).
- > NW: Accord sur les prestations.

- > SG:
 - Concept d'encouragement de la relève selon les fédérations nationales;
 - Adresser les demandes à la commission cantonale sport-toto (fonds du sport).
- > FR: Signature d'une convention entre le SSpO et le centre de formation.

Question: Quelles conditions doivent être remplies pour l'obtention d'un soutien financier du fonds du sport?

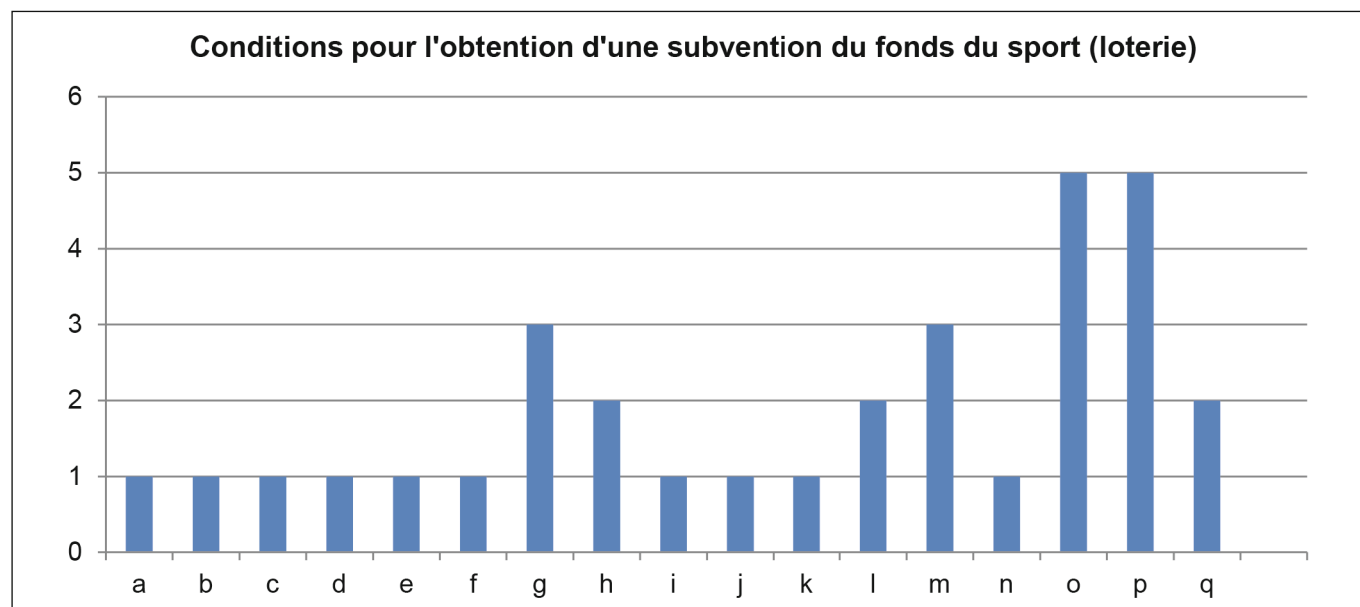
La condition qui revient le plus souvent est celle d'avoir une comptabilité annuelle transparente (5 cantons AG, GR, TG, JU, TI,) et une reconnaissance par la fédération nationale (AG, GR, TI, VS, ZH).

3 cantons (AG, GR, TI) demandent que le centre de compétences soit désigné dans le concept des espoirs des fédérations nationales.

Le financement octroyé est également une condition demandée par 3 cantons (AG, TG JU).

Le canton de Neuchâtel est en train de revoir ses critères qui porteront sur le fait d'être reconnu par l'Etat comme Centre régional de performance (CRP), soit le nombre d'athlètes, le niveau des sportifs, l'impact du sport dans le canton.

- > 6 cantons, AR, SG, UR, VD, ZG, BE ont déclaré n'avoir aucune condition à remplir.
- > 9 cantons ont une ou plusieurs conditions.



a	Des entraînements sont offerts en été (peuvent être offerts sous forme facultative)	FR
b	Le centre doit présenter un «concept médico-sportif»	FR
c	Le centre organise une rencontre avec les parents	FR
d	«Cool and clean» fait partie intégrante de la formation (info dopage)	FR
e	Un expert en condition physique agréé par la promotion des espoirs prépare un programme sur la base de Swiss Olympic et effectue des contrôles de performances	FR
f	La majorité du cadre d'entraînement doit être en possession d'une Swiss Olympic Talent Card (régionale ou nationale)	FR
g	Désignation comme centre de compétences dans le concept des espoirs des fédérations nationales	AG, FR, TI
h	L'organisation reçoit un montant de la fédération nationale pour l'encouragement de la relève de Swiss Olympic	AG, FR
i	Etre reconnu par la structure Sports-Arts-Etudes (label SAE, durée: deux ans)	JU
j	Accord sur les prestations	NW
k	Structure de la fédération réglée de manière contraignante	TG
l	Critères de performance disponibles	JU, TG
m	Moyens octroyés	AG, JU, TG
n	Standards de qualité	JU
o	Comptabilité annuelle transparente	AG, GR, JU, TG, TI,
p	Il faut une reconnaissance par la fédération nationale	AG, GR, TI, VS, ZH, FR

Commentaires:

- > La plupart des cantons ont des centres de formation dont le critère principal est la reconnaissance du centre par l'association cantonale et l'appartenance de l'association cantonale à la fédération nationale. Les cantons cherchent en général à ce que le centre de formation soit partie prenante au concept de promotion de la relève de la fédération nationale.
- > Plusieurs critères n'ont pas été cités par les cantons car ils font partie des exigences pour les labels de Swiss Olympic¹. C'est pour cela qu'on retrouve Fribourg parfois seul pour certains critères. Fribourg préférant donner la possibilité à chacun de suivre ses cours dans son école, près de chez lui, et ne pas réunir tous les sportifs avec Talent Card dans la même école, il ne remplit pas ce critère décisif pour le label Swiss Olympic. Toutefois, tous les autres critères sont suivis et appliqués.
- > Vu la situation géographique assez centrale du canton de Fribourg, il est important de prendre en considération les aspects régionaux (cantonaux et intercantonaux) des centres de formation. Chaque sport a des besoins en principe définis dans le concept de promotion de la relève de la fédération nationale. L'aval de celle-ci est nécessaire pour la mise en place d'un centre de formation afin d'éviter une offre pléthorique. Cela débouchera certainement sur des mesures ou des écolages hors canton pour l'un ou l'autre athlète, mais si les structures sont bien réparties et que les athlètes sont reconnus (Talent Cards), il ne devrait pas y avoir de conflits d'intérêts.

¹ Les critères minimaux de reconnaissance d'un établissement de formation par Swiss Olympic figurent à la fin de l'annexe 6

3.5. Conclusion pour le domaine du sport

- > 17 cantons suisses sur les 25 qui ont répondu au sondage disposent d'un dispositif sports-études. Fribourg en fait partie. Il propose son programme SAF aux cycles 2 et 3 de la scolarité obligatoire ainsi qu'au secondaire II. Le canton a considéré comme une priorité le fait de laisser toutes les options scolaires ouvertes aux jeunes sportifs de talent. Ce choix a induit le fait qu'il n'y a ni école ni classes spécifiques dédiées à ces élèves. En effet, le nombre de jeunes officiellement reconnus par leur fédération nationale dans notre canton n'est pas jugé suffisant pour réunir dans des classes entières des jeunes sportifs aux profils et choix scolaires similaires. C'est pourquoi le système fribourgeois, comme celui d'autres cantons, est basé sur une offre de mesures personnalisées.
- > Une étroite collaboration avec les centres de formation permet de coordonner les besoins du sport et de l'école pour les athlètes, et de renforcer ainsi la cohérence du programme.
- > Au niveau du secondaires I et II, la prédominance d'un système constitué de classes spécifiquement dédiées aux talents sur un système d'aménagements individualisés ne peut pas être établie. Si la seconde manière de faire offre une adaptation aux spécificités des disciplines, elle implique souvent que les élèves doivent rattraper par eux-mêmes ou avec l'aide d'un soutien pédagogique la matière scolaire manquée. Une structuration par classes spécifiques ou une école spécifique requiert à l'inverse une adaptation et une coordination des partenaires culturels et sportifs, ce qui n'est pas toujours possible. Une telle organisation pourrait éventuellement réduire la charge de travail pour l'élève, mais elle réduirait aussi ses possibilités et choix d'études.
- > Environ la moitié des cantons qui proposent un concept Sport-études déclarent limiter le nombre de places. Ce n'est pas le cas à Fribourg, qui propose même des mesures pour les personnes qui ne sont pas admises dans le programme SAF. En dehors du programme, des congés particuliers pour des événements importants (par exemple sélections ou compétitions) sont possibles sur convocation officielle et pour autant que les notes soient suffisantes et le comportement scolaire exemplaire.
- > Le temps de dispenses et congés total pour les élèves non retenus pour le programme SAF, mais répondant à certaines exigences scolaires et sportives, est limité par année scolaire. Les possibilités d'aménagement horaire pour faciliter la pratique sportive permet toutefois de répondre avec souplesse à certains besoins.
- > Si les modalités cantonales d'admission sont diverses et qu'une synthèse des dispositifs existants est difficile, il ressort que les conditions principales sont de même nature: minimum d'heures d'entraînement par semaine ainsi que possession d'une Talent Card. La comparaison inter-cantonale démontre que les autres cantons ne sont pas, de

- manière générale, davantage ou moins exigeants que Fribourg dans les critères d'éligibilité à un programme SAF.
- > Les cantons ont mis en place des mesures de soutien aux élèves sportifs par des dispenses partielles ou totales de cours (avec ou sans notes) ainsi que par des cours de soutien, comme c'est le cas à Fribourg. Les changements d'école ou de classe pour faciliter l'organisation de l'élève, ainsi que le financement de l'écolage hors canton pour lui permettre d'accéder à des centres nationaux de performances extra-cantonaux sont aussi proposés dans les programmes SAF.
 - > Quant au financement des dispositifs sport-études, le sondage n'a pas permis d'identifier dans les autres cantons un système plus efficace ou moins coûteux que celui du canton de Fribourg, qui est d'ailleurs largement partagé par les autres cantons. Les fonds du sport sont de bons soutiens au budget cantonal pour les concepts sport-études dans la plupart des cantons, mais il n'y a que très peu de sponsors privés.
 - > Au final, la comparaison intercantonale indique que le programme SAF fribourgeois est intéressant, car il respecte les objectifs des plans d'études – indépendamment de la filière choisie par le sportif – comme pour l'ensemble des élèves. Le programme permet des aménagements qui respectent les différents types de classes, les degrés et les niveaux des étudiants tout en garantissant un choix complet d'études pour les jeunes talents. Il repose essentiellement sur le temps libre, l'indépendance, la responsabilité et les capacités d'organisation de l'élève. Des améliorations de l'aménagement horaire aideraient à s'organiser, de même qu'un accès plus aisé aux matières manquées.

Chaque canton veille à l'équilibre subtil entre la garantie du niveau de formation et celle d'un espace nécessaire à la pratique sportive à haut niveau. Notons encore que les soft-skills acquis durant la pratique du sport sont une plus-value intéressante à valoriser dans une future carrière professionnelle.

A l'image de l'organisation fédéraliste en Suisse, l'étude des différentes structures sport-études a révélé qu'il existe autant de systèmes que de cantons, chacun présentant ses avantages et ses inconvénients. La plupart des cantons se déclare satisfait de leur dispositif sport-études mais souhaitent y apporter des améliorations durant les prochaines années, principalement sur le plan des mesures d'accompagnement des talents (et non du nombre de personnes admises dans le concept, qui est déjà bien réglé). Fribourg est dans cette même optique.

Synthèse de la situation fribourgeoise:

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> > Chaque élève choisit les études qu'il souhaite suivre > Adaptations aux différents besoins des divers sports > Mesures d'aide offertes pour presque tous les niveaux scolaires > Reconnaissances officielles: reconnaissance sportive (Talent Cards); à l'école, diplômes de formation standards > Mesures complémentaires pour élèves non SAF > Coordination cantonale (équité de traitement) > Pas de limitation de places > Accent mis sur les talents reconnus > Rapport coûts/impact du programme; souplesse du dispositif > Bilinguisme du canton, donc du programme > L'entourage familial et social est préservé: proximité géographique et réseau de transports publics performant. > Structure adaptée à la plupart des concepts des fédérations nationales > Partenariat avec les centres de formation 	<ul style="list-style-type: none"> > Rattrapages scolaires nécessaires > Tributaire des sélections de la part des fédérations nationales pour la distribution des Talent Cards > Infrastructures sportives à disposition non optimales > Manque de flexibilités dans les dispenses de cours et la reconnaissance de compétences > Coûts des changements de cercle de recrutement ou écolages hors cantons > Charges de travail (sport et écoles) importantes
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> > Développements informatiques (plus de flexibilité et meilleur suivi) > Mise en place d'une convention cantonale pour les changements d'aire de recrutement (changement d'école dans le canton) > Participation à la création de centres de performance régionaux (intercantonaux) et nationaux > Participation au développement national de la promotion de la relève avec Swiss Olympic > Augmentation des synergies entre les différents acteurs sportifs 	<ul style="list-style-type: none"> > Trop d'ouverture dans l'admission (baisse du niveau et difficultés d'organisation pour les écoles) > Changement fréquent d'organisation et de stratégie au sein des fédérations sportives > Influence du sport business et du marchandage des clubs envers les athlètes

4. Rapport pour le domaine artistique

4.1. Introduction

Le présent chapitre présente les résultats de l'étude inter-cantonale pour le domaine des arts. Les résultats pour le domaine des sports figurent au chapitre précédent.

Après la présentation de la situation générale de l'art-études dans les autres cantons, ce chapitre exposera la situation en Suisse pour les 4 points relevés dans le postulat 2017-GC-51 «**Concept sports-Arts-Formation**»:

- > Conditions d'admission au concept,
- > Mesures en faveur des élèves artistes (musique-danse-théâtre) admis dans le concept et adaptabilité de ces mesures au sein des établissements scolaires du S1 et S2, ainsi que dans le cadre de la formation duale.
- > Mesures en faveur des élèves artistes (musique-danse-théâtre) de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept
- > Budgets affectés aux systèmes «art-études» par les cantons

4.2. Situation générale de l'art-études

Question: *Disposez-vous d'un concept art-études?*

12 cantons ont indiqué disposer d'un concept art-études: JU, FR, GE, NE, TG, VD, VS, ZG, BE, SG, TI, ZH. À noter que le canton de ZH ne dispose pas à proprement parler d'un concept mais d'une série de mesures destinées à soutenir les élèves talentueux.

12 cantons ne disposent pas de concept art-études: AI, AR, BL, GL, GR, LU, NW, OW, SH, SO, SZ, UR.

Tous les cantons qui disposent d'un concept art-études disposent aussi d'un concept sports-études. A contrario, tous les cantons qui disposent d'un concept sports-études (17 cantons) ne disposent pas forcément d'un concept art-études (12 cantons). Tous les cantons latins disposent d'un concept art-études ainsi que 5 cantons alémaniques.

Synthèse au niveau suisse¹

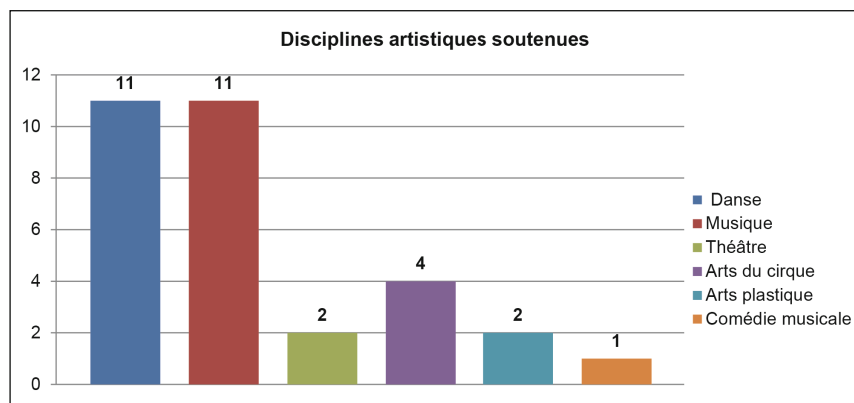
Parmi les 12 cantons suisses qui ont mis en place un dispositif art-études, dont FR, 3 cantons (ZG, VD, NE) déclarent

¹ Annexe 7: résultats détaillés de la situation de l'art-études par canton et niveau d'étude

disposer d'écoles proposant uniquement un dispositif art-études, et 3 cantons de classes spécifiques pour artistes (GE, TG, ZG). Dans tous les cantons, le programme est intégré dans le système scolaire normal, seul TG le combinant avec un système privé. Tous les cantons proposent ce dispositif au secondaire II, sauf ZG. Au niveau des cycles 1-3, tous les cantons le proposent au secondaire I, mais seuls 5 cantons le proposent au cycle 2 (dont FR) et aucun au cycle 1. Six cantons limitent le nombre de places, ce qui n'est pas le cas à FR.

Question: Quelles sont les disciplines soutenues par le concept?

A l'exception de ZH, tous les cantons disposant d'un concept (JU, FR, GE, NE, TG, VD, VS, ZG, BE, SG, TI,) incluent la danse et la musique. JU et NE incluent le théâtre, alors que FR offre dans ce domaine une formation concentrée sur une année après les études du secondaire II. NE, VD, VS et TI incluent les arts du cirque, et les deux cantons BE et SG les arts visuels. Avec 4 disciplines, le canton de NE est celui qui inclut le plus de disciplines artistiques.



Nombre d'élèves fribourgeois

Nombre d'élèves fribourgeois admis au programme SAF dans le domaine des arts depuis 2011:

	2011 /2012	2012 /2013	2013 /2014	2014 /2015	2015 /2016	2016 /2017	2017 /2018
Total sports et arts	407	450	427	411	426	370	386
Total arts	14	37	33	37	32	32	39
Danse	13	21	25	29	22	25	23
Musique	1	16	8	8	10	7	16

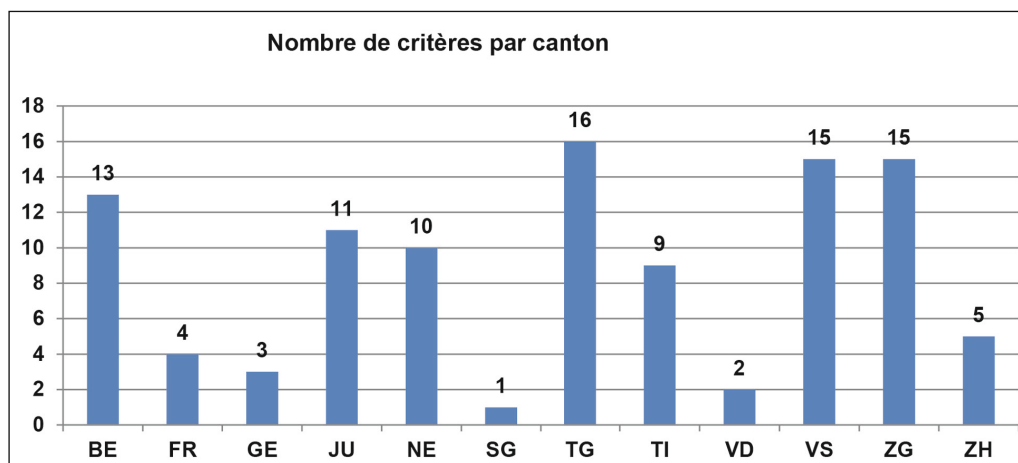
4.3. Situation en Suisse pour les 4 points relevés dans le postulat

4.3.1. Conditions d'admission au concept

N.B. Un même canton peut donner des réponses différentes sur des critères similaires (p.ex. sur le nombre minimum de leçons ou d'heures de pratique/entraînement exigés) car les critères dépendent des disciplines.

Critère	Nbre de cantons appliquant le critère
Satisfaire les critères généraux et propres à la discipline considérée (classe pré-professionnelle)	9 FR, GE, JU, NE, TG, TI, VD, VS, ZG
Suivre au minimum 10 heures de pratique hebdomadaire	9 BE, FR, JU, NE, TG, TI, VS, ZG, ZH

Critère	Nbre de cantons appliquant le critère
Audition	9 BE, GE, JU, SG, TG, VD, VS, ZG, ZH
Faire la demande dans les délais et avec un dossier complet	8 BE, FR, GE, JU, TG, TI, VS, ZG
Recommandation d'une personne	8 BE, JU, NE, TG, TI, VS, ZG, ZH
Plan d'entraînement/pratique artistique	6 BE, NE, TG, TI, VS, ZG
Avoir des compétences pour rejoindre l'Académie de Zurich (danse uniquement)	6 BE, JU, NE, TI, VS, ZG
Décision d'une commission d'admission	6 BE, JU, NE, TG, VS, ZG, ZH
Rendre un dossier	6 BE, NE, TG, VS, ZG, ZH
Minimum 8h d'entraînement	5 BE, JU* (environ), NE, TG, VS
Certificat d'une école de danse reconnue	5 BE, TG, TI, VS, ZG
Besoin de vacances durant l'année scolaire	5 JU, TG, TI, VS, ZG
Test	5 BE, JU, TG, VS, ZG
Etre un élève régulier du canton	4 FR, JU* (exceptions possibles), TG, TI
Lettre de motivation	4 NE, TG, VS, ZG
Preuve des capacités (p.ex. participation à un concours ou exposition)	4 BE, NE, VS, ZG
Minimum 12 leçons de 60 minutes d'entraînement	3 BE, TG, ZG
Faire partie d'une compagnie de danse	2 NE, TG
Age	1 JU



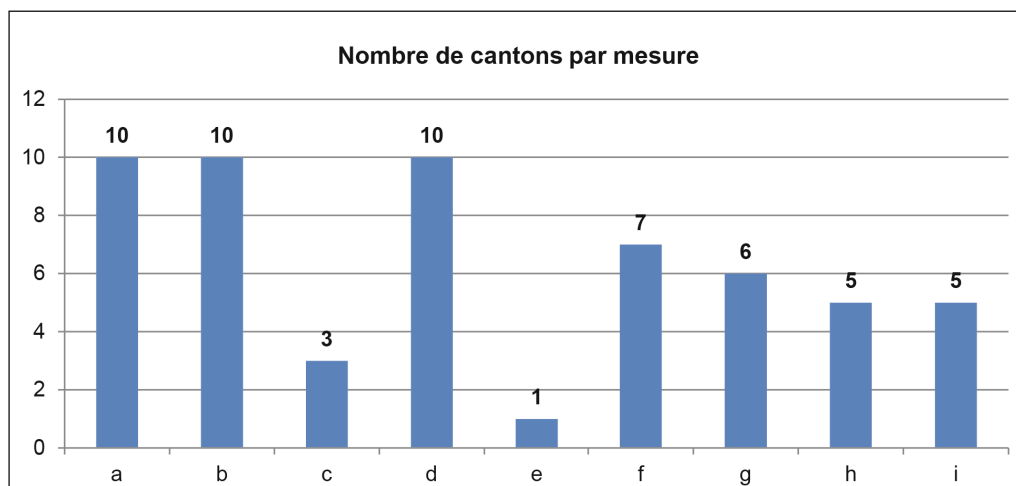
Il ressort de ces tableaux que des cantons appliquent de nombreux critères d'admission et d'autres très peu. Ces chiffres doivent cependant être interprétés avec prudence: certains cantons ont donné des précisions lors d'un complément d'enquête, ce qui a fait augmenter le nombre de critères cités. D'autres n'ont pas donné de compléments. Par ailleurs, les disciplines soutenues dans le domaine art-études varient d'un canton à l'autre, ce qui fait varier les critères appliqués.

Nous pouvons constater une grande diversité, propre à la souveraineté cantonale; il n'existe pas un critère d'admission réunissant tous les cantons disposant d'un programme art-études. Cependant, comme dans le domaine du sport, deux types d'exigences ressortent:

- > celles liés à la reconnaissance du talent par les professionnels de la discipline
- > celles liés à l'assiduité, soit la charge d'entraînement et de pratique artistique.

4.3.2. Mesures en faveur des élèves artistes (musique-danse-théâtre) admis dans le concept et adaptabilité de ces mesures au sein des établissements scolaires du S1 et S2 ainsi que dans le cadre de la formation duale

a	Dispenses partielles de cours (avec notes)	BE, FR , GE, JU, NE, SG, TG, TI, VD, VS
b	Dispenses totales de cours (sans notes)	BE, FR , GE, JU, NE, SG, TG, TI, VD, VS
c	Prolongement des études (répartition du programme sur plusieurs années)	BE, FR , TI
d	Soutien pédagogique (cours de soutien)	BE, FR , GE, JU, SG, TG, TI, VD, VS, ZG
e	Entraînement spécifique donné par l'école	ZG
f	Changement d'école/de classe	BE, FR , GE, JU, TG, TI, VD
g	Financement d'écolage hors-canton	BE, FR , TG, TI, VD, ZG,
h	Aménagement de l'horaire	BE, FR , GE, SG, VS, ZH
i	Coordination des horaires avec le conservatoire	BE, FR , TG, VD, ZG



Parmi les mesures communes aux cantons disposant d'un concept, on trouve les dispenses de cours et l'organisation de cours de soutien. Pour le reste, l'offre de mesures d'accompagnement semble essentiellement liée aux conditions locales. Quant à la possibilité de changer d'école ou d'avoir un aménagement horaire, elle est probablement liée à la diversité des systèmes scolaires cantonaux et aux distances entre l'école et l'établissement de pratique artistique. A l'école obligatoire, les élèves ont congé le mercredi après-midi de congé, dans la plupart des cantons suisses.

Les mesures en faveur des élèves artistes sont les mêmes pour tous les degrés de scolarité concernés. En parallèle à l'élaboration de la directive SAF édictée par la DICS, la DEE (Direction de l'économie et de l'emploi, dont dépend la formation professionnelle) et le SPO (Service du personnel et d'organisation de l'Etat) ont édicté une directive applicable aux apprentis de l'Etat. Beaucoup d'entreprises privées suivent les règles de cette directive. Dans le domaine du sport, les entreprises sont encouragées à soutenir les jeunes sportifs de talent via un label «Entreprise formatrice favorable au sport de performance», qui est remis lors de la soirée du mérite sportif fribourgeois. Il pourrait être envisagé de mettre sur pied un label comparable pour le domaine des arts.

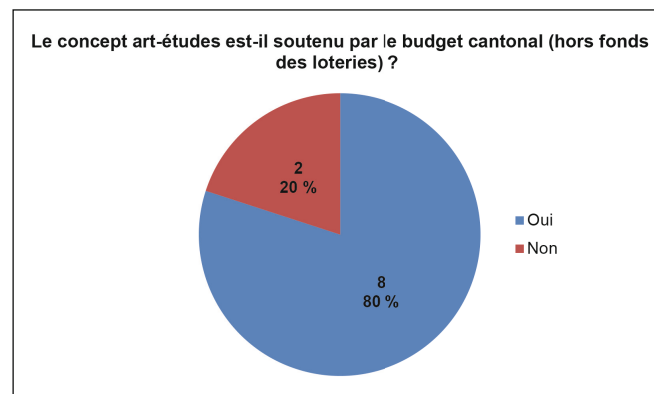
4.3.3. Mesures en faveur des élèves artistes (musique-danse-théâtre) de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept

Fribourg est le seul canton ayant déclaré disposer de mesures pour les élèves artistes ne remplissant pas les conditions d'admission au concept. Le canton propose les mesures suivantes: dispenses de cours, mise à disposition par l'école d'infrastructures pour s'exercer, congés possibles pour des événements particuliers, par exemple pour jouer lors de concerts ou de spectacles.

4.3.4. Budgets affectés aux systèmes «art-études» par les cantons

Question: *Budget du canton?*

Tous les cantons disposant d'un concept art-études, à l'exception de SG et TI, offrent un budget cantonal pour le soutenir (hors fonds des loteries).



Six cantons disposent d'un budget commun aux domaines sport-études et art-études (FR, GE, NE, JU, ZH, ZG). NE a un budget global pour les frais de soutien pédagogique auquel s'ajoute, pour le domaine artistique, la participation aux frais du conservatoire. Il est cependant difficile de connaître le détail des coûts que les cantons englobent dans les chiffres annoncés.

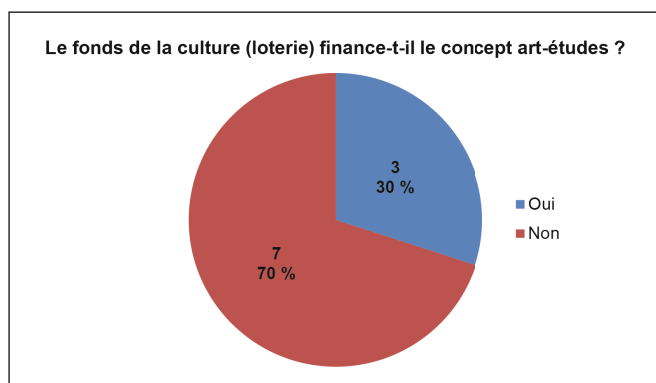
Pour FR, JU, NE, BE et ZG, le financement cantonal est la seule source de financement. Les montants en francs indiqués par les cantons sont les suivants (*en italique les montants communs sport-études et art-études*):

- > **FR:** 730 000.-;
- > **GE:** 900 000.-;
- > **JU:** 180 000.-;
- > **NE:** 350 000.-, dont 75 000.- pour les frais de soutien pédagogique. A cela s'ajoutent deux tiers des frais de

conservatoire à charge du canton, ainsi qu'une heure par semaine de cours spécialisés;

- > TG: 225 000.-;
- > VD: Pas de budget mais des moyens pédagogiques pour les directions d'école;
- > VS: Difficile à déterminer, car le budget concerne l'ouverture des classes spécifiques, les appuis, les périodes de coordination, etc.;
- > BE: 1500.- par élève pour les mesures scolaires;
- > ZH: 1 500 000.-;
- > ZG: 19 000.- par élève (financé à moitié par le canton, et à moitié par la commune de domicile). L'écolage coûte le même montant que pour un élève régulier et le financement est le même.

Question: Le fonds de la culture (loteries) finance-t-il le concept art-études?



Les cantons de TG, VD et TI utilisent le fonds de la culture (loterie) pour financer le concept art-études. Les montants alloués sont indiqués ci-dessous. Le canton de VD n'indique pas de budget. spécifique.

- > TG: 80 000 francs;
- > VD: plusieurs aides, mais impossible de connaître le montant total alloué;
- > TI: 20 000 francs.

Question: Autres financements?

GE, TG, VD, VS indiquent d'autres financements, VD précisant toutefois que cet autre financement est également cantonal.

- > GE: Soutien aux filières intensives et pré-professionnelles dans les écoles d'enseignements artistiques;
- > TG: Bourses individuelles pour les talents en musique et en danse: 12 000 francs (sponsor privé);
- > VD: Subvention du canton;
- > VS: Même réponse que pour les sportifs (voir plus haut).

Ainsi, les cantons TG et VD ont recours à trois types de financement (pour VD, voir commentaire ci-dessus). GE, VS ont

pour budget une combinaison des investissements du canton et d'autres types de financement.

Note: SG n'indique pas de source de financement cantonale ou via la loterie. Il semblerait que ce soient les communes qui financent le concept.

4.4. Conclusion pour le domaine des arts

Dans le postulat 2017-GC-51, les députés Savoy et Dietrich demandent de préciser les raisons qui ont conduit à privilégier l'option actuelle. Bien que ce postulat concerne la conciliation art-études, le développement qui suit concerne les deux domaines, celui des sportifs comme celui des arts.

Le rapport du 1^{er} octobre 2013 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2029.08 d'Eric Collomb mentionnait déjà, dans les principes généraux:

«Les sportifs/artistes de talent fribourgeois doivent pouvoir bénéficier des mêmes conditions d'études que les autres élèves tout en conciliant au mieux la pratique sportive ou artistique. Les établissements scolaires proposent ainsi une formation de qualité, dans le respect des objectifs des plans d'études de la filière choisie par l'athlète/artiste et de même niveau que celle dont bénéficient tous les élèves. Ils leur proposent des aménagements qui respectent les différents types de classes, les degrés et les niveaux des étudiants».

L'accent a clairement été mis sur le libre choix des études pour les talents. Le canton de Fribourg n'a pas voulu leur imposer des filières d'étude, au contraire d'autres cantons qui imposent un choix restreint de formations possibles en sport/art-études, voire même uniquement une voie commerciale. Pour la même raison, à savoir offrir un choix d'étude optimal et dirigé vers les compétences et les affinités des sportifs/artistes, la création ou l'aménagement de classes spécifiques n'a pas été souhaité. En revanche, certaines orientations peuvent parfois être conseillées pour répondre aux demandes de dispense. Au collège, certaines options facilitent ou au contraire rendent plus difficile la conciliation avec le sport/les arts. En effet, les écoles et les filières ne sont pas toutes organisées de la même manière. A titre d'exemple, une option offerte dans une école où les pauses de midi sont plus longues pourra être conseillée à un sportif ou un artiste dont les entraînements ont lieu plutôt sur midi. Au final, l'élève est cependant toujours libre de suivre ces conseils d'orientation ou non.

Le même rapport énonçait un deuxième principe: si la création de classes spécifiques n'a pas été choisie,

«une centralisation des élèves sportifs/artistes de talent vers des écoles d'accueil (localisation géographique) a été retenue afin d'optimiser le temps à disposition. En effet, en étant à proximité de son lieu d'entraînement, le sportif ou l'artiste de talent

limite ses déplacements et préserve du temps de récupération ou de travail. Il existe par conséquent deux types de sportifs/artistes de talent, ceux qui doivent être déplacés à proximité des centres de formation et ceux qui peuvent rester dans leur école d'origine. Les sportifs/artistes de talent qui doivent être déplacés en raison de leur affiliation à une structure spécifique sont regroupés dans les écoles d'accueil selon leurs disponibilités, et leurs capacités de prise en charge convenues entre les directions d'école.»

Quelques années plus tard, le constat est que ces partis pris initiaux se sont révélés bénéfiques aux jeunes sportifs et artistes de talent. Un faible pourcentage d'entre eux vivra de son sport ou de son art. La formation acquise durant ces années facilite la transition vers le monde professionnel, notamment parce qu'elle résulte d'un choix personnel. Ces années de «double activité» demandent beaucoup d'énergie et, à cette période, la motivation porte principalement sur le sport ou l'art pratiqué. L'attention scolaire se voit renforcée lorsque le contenu suscite l'intérêt de l'étudiant et qu'il peut se projeter à plus long terme dans ces domaines de connaissance ou de compétence qu'il est en train de construire.

Fribourg en comparaison intercantonale

- > 12 cantons suisses sur les 24 qui ont répondu au sondage disposent d'un dispositif art-études, dont Fribourg.
- > Fribourg pratique le modèle prédominant en Suisse, celui de l'intégration d'un programme art-études dans le système scolaire public. Un canton (ZG) dispose d'écoles et classes dédiées aux artistes, deux cantons disposent d'écoles dédiées (VD, NE) et deux autres (TG, GE) de classes dédiées. Comparativement aux autres cantons, Fribourg propose son programme SAF de façon particulièrement étendue, soit aux cycles 2 et 3 de la scolarité obligatoire ainsi qu'au secondaire II. Vu notamment le nombre d'élèves potentiels et l'étendue de leur répartition géographique, Fribourg n'a pas mis en place d'écoles ou de classes spécifiques pour les élèves-artistes. L'école de musique cantonale, le Conservatoire de Fribourg, collabore étroitement au dispositif et dispense les cours de base et pré-professionnels en musique, danse et théâtre.
- > Dans leur grande majorité, les cantons proposent un dispositif art-études pour la musique et la danse, mais rarement pour le théâtre et les arts visuels. Fribourg le propose en musique et danse, mais pas en arts visuels. Pour le théâtre, la formation pré-professionnelle se concentre sur une année après les études de secondaire II, et n'est dès lors pas intégrée à son programme SAF.
- > La moitié des cantons limite le nombre d'élèves acceptés; Fribourg ne pratique pas de numerus clausus.
- > Si les modalités cantonales sont diverses et qu'une comparaison des dispositifs existants s'avère difficile, les conditions d'admission imposent principalement un examen préalable des compétences artistiques et du

potentiel de l'élève, ainsi que la preuve de son exercice assidu d'une discipline artistique. Comme 9 des 12 cantons disposant d'un dispositif art-études, Fribourg exige l'examen d'entrée en classe pré-professionnelle (délivré par le Conservatoire de Fribourg) et 10 heures minimum de pratique hebdomadaire. Le sondage ne démontre pas que les autres cantons seraient dans l'ensemble davantage ou moins exigeants dans ces deux critères principaux à l'admission.

- > Les cantons ont mis en place des mesures de soutien aux élèves-artistes par des dispenses partielles ou totales de cours (avec ou sans notes) ainsi que par des cours de soutien, comme c'est le cas à Fribourg. Fribourg se distingue en proposant, comme deux autres cantons, la possibilité de prolonger les études. A l'instar de 5 autres cantons, il propose aussi le changement d'école ou de classe pour faciliter l'organisation de l'élève, ainsi que le financement de l'écolage hors canton pour lui permettre d'accéder à des écoles d'art extra-cantonales. S'il assure une coordination des horaires avec le Conservatoire, Fribourg n'organise pas d'aménagements groupés de l'horaire scolaire (congé simultané pour tous les artistes), comme c'est le cas dans 5 autres cantons. Il dispense facilement les élèves de l'éducation physique et/ou de la musique, mais les heures ainsi libérées sont réparties aléatoirement dans la semaine en fonction de l'horaire de la classe de l'élève. Dans d'autres cantons, il apparaît que des plages horaires aménagées facilitent l'organisation des élèves et donnent des conditions plus confortables pour concilier formation scolaire et apprentissage artistique (par exemple pour participer à des cours collectifs et ateliers artistiques). A l'école obligatoire, le mercredi après-midi de congé, largement répandu dans les cantons suisses mais pas à Fribourg, semble faciliter l'aménagement horaire pour les élèves-artistes et faciliter l'accès aux établissements de pratique artistique pour les élèves éloignés.
- > Fribourg est le seul canton ayant déclaré disposer de mesures pour les élève-artistes ne remplissant pas les conditions d'admission au concept. Le canton propose les mesures suivantes: dispenses de cours, mise à disposition par l'école d'infrastructures pour s'exercer, congés possibles pour des événements particuliers, par exemple concerts ou spectacles. Ces mesures sont possibles pour autant que les notes soient suffisantes et le comportement scolaire soit exemplaire. Le temps de dispense et congés total ne doit pas dépasser 5 jours par année scolaire. En leur donnant des possibilités d'aménagement horaire pour faciliter leur pratique artistique, cette mesure permet de donner suite avec souplesse à une partie des besoins d'élèves non retenus pour le programme SAF mais répondant aux exigences scolaires et faisant preuve de motivation artistique. Il pourrait être examiné si, pour des élèves pratiquant assidument un art dans leurs loisirs (p. ex. des élèves en certificat amateur de musique ou de danse) mais ne répondant pas aux conditions leur permettant d'accé-

der au dispositif SAF, un dispositif de soutien spécifique ou un «SAF partiel» (comme le statut espoirs des sportifs) devrait être développé. Dans l'ensemble, les dispositifs actuels des autres cantons ne semblent pas offrir de telles possibilités.

- > Quant au financement des dispositifs art-études, le sondage ne permet pas de déterminer avec précision les différences entre cantons, tant au niveau des montants investis que des prestations exactes couvertes. Comme 5 autres cantons, Fribourg assure par le seul budget cantonal le financement de son programme, d'autres faisant appel aux fonds de loteries ou à des sponsors privés.
- > La plupart des cantons se déclarent satisfaits de leur dispositif art-études mais souhaitent y apporter des améliorations de natures diverses durant les prochaines années. Les progrès visés ne concernent pas l'augmentation du nombre de jeunes pouvant bénéficier de mesures, mais la qualité des aides et des avantages offerts pour concilier les arts et les études.

En conclusion

- > La comparaison intercantonale indique que le programme SAF fribourgeois est intéressant, avec la particularité d'être marqué par un souci de respect des objectifs des plans d'études scolaires dans la filière choisie par l'élève-artiste, afin de lui garantir le même niveau de compétences scolaires qu'aux autres élèves. Le programme permet des aménagements qui respectent les différents types de classes, les degrés et exigences scolaires, tout en garantissant un choix complet d'études pour les jeunes talents.
- > Le concept fribourgeois SAF repose essentiellement sur le temps libre, l'indépendance, la responsabilité et les capacités d'organisation de l'élève-artiste, tout comme sur un fort soutien familial.
- > A l'image de l'organisation fédéraliste de la Suisse, l'étude des différentes structures art-études révèle qu'il existe autant de systèmes que de cantons, chacun présentant ses avantages et inconvénients. Pour Fribourg, il ressort de l'analyse SWOT les thèmes suivants:

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> > Chaque élève choisit les études qu'il souhaite suivre; son cadre familial et social est préservé > Adaptations aux besoins différenciés des différents arts > Mesures d'aide offertes pour presque tous les niveaux scolaires (NB: théâtre concentré sur 1 an post-étude) > Accent mis sur les talents reconnus > Reconnaissance officielle: classe préprofessionnelle COF. A l'école, diplômes de formation standards. > Mesures complémentaires pour élèves non SAF > Possibilité de financement pour école hors canton > Coordination cantonale (équité de traitement) > Pas de limitation de places > Rapport coûts/impact du programme; souplesse du dispositif > Bilinguisme du canton, donc du programme > Dispositif de formation intensive «pré-prépro» en danse 	<ul style="list-style-type: none"> > Rattrapages scolaires nécessaires > Tributaire de la sélection pré-professionnelle du COF pour les artistes (pas d'alternative) > Absence d'aménagement horaire pour cours collectifs ou ateliers artistiques > Pas de dispositif pour les arts visuels > Application des dispenses SAF, en particulier pour étudiants en option spécifique musique (OSM), n'est pas encore systématisée
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> > Plus de flexibilité dans les dispenses de cours et la reconnaissance de compétences scolaires > Aménagement horaire pour cours collectifs ou ateliers artistiques > Développements informatiques (pour davantage de flexibilité et un meilleur suivi des élèves) > Probables soutiens fédéraux à l'encouragement des talents 	<ul style="list-style-type: none"> > Conditions-cadre: lourdes charges de travail et d'organisation pour l'élève artiste; risque d'épuisement, nécessité d'un encadrement socio-familial optimal > Coûts des écolages hors canton

5. Conclusion générale

Le Conseil d'Etat tient à relever les efforts entrepris à ce jour pour un grand nombre de jeunes talents qui profitent d'un soutien ciblé et individualisé. Il insiste sur l'importance d'une formation scolaire complète afin de pallier, le cas échéant, les risques et difficultés liés à une carrière professionnelle dans le sport ou l'art. Par ailleurs, bon nombre d'athlètes auront

une carrière sportive limitée dans le temps. S'ils disposent d'une formation aboutie au moment de la transition, cette dernière sera largement facilitée. Préparer au mieux l'avenir de ces jeunes en leur donnant des connaissances et compétences scolaires certifiées représente un objectif prioritaire.

Des avancées importantes ont été réalisées ces dernières années pour concilier «Sports-Arts-Formation». La loi et

le règlement sur le sport (LSport, RSport) ont fixé les bases légales du soutien de l'Etat pour la relève et le sport de performance ainsi que l'instauration du programme Sports-Arts-Formation. La loi scolaire et son règlement intègrent le SAF. Et l'adoption de directives SAF a permis d'unifier la pratique en lien avec le programme SAF dans toutes les écoles de la DICS. En parallèle, la directive du SPO règle l'aménagement du travail pour les apprentis et stagiaires 3+1 de l'Etat de Fribourg.

En analysant les données recueillies dans le cadre de la présente enquête, le Conseil d'Etat constate que le canton de Fribourg dispose de modalités performantes, qui soutiennent largement la comparaison avec celles des autres cantons, et sont évidemment appelées à s'adapter en suivant l'évolution sociétale et nationale. Tous les cantons font face au même défi et des enquêtes intercantoniales ont fait suite à des questions dans plusieurs parlements, interpellés parfois par les grands clubs sportifs. Ces comparaisons n'ont pour l'heure pas débouché sur une solution idéale qui serait applicable à large échelle: la nature individuelle du besoin (un jeune – un domicile – un sport/art – un niveau – une formation) ainsi que les caractéristiques des cantons (taille, ville-campagne, réseau de transport, présence de centres de formation, etc.) ont incité ces derniers à trouver des solutions nuancées en fonction de leur contexte. Le concept fribourgeois est particulièrement axé sur le libre choix et la qualité de la formation suivie, qui nécessitent une individualisation des mesures de soutien pour les jeunes talents reconnus. En comparaison intercantonale, il est caractérisé par une ouverture relativement grande (statut intermédiaire «espoir», mesures ponctuelles pour les non-admis SAF, pas de limitation du nombre de places, «cas par cas» pour les plus petits niveaux scolaires). Sur le plan sportif, le besoin se fait sentir d'un meilleur soutien aux clubs et aux fédérations, afin que ces derniers exploitent au mieux la marge de manœuvre dont ils disposent pour assouplir ou adapter les conditions qui sont dans leur domaine de compétence.

L'élève est au centre du dispositif SAF, tant dans le domaine du sport que du domaine de l'art. Pour le Conseil d'Etat et notamment dans le domaine du **sport**, la substitution du dispositif actuel par la création d'une école sport-études n'est pas pertinente. D'une part, le nombre de jeunes sportifs officiellement reconnus par leur fédération nationale dans notre canton n'est pas suffisant, ce d'autant que trois types de classe (prégymnasiale, générale et exigences de base) existent au cycle d'orientation ainsi qu'une multitude de filières au niveau post-obligatoire. D'autre part, les exigences des clubs sportifs – en termes d'horaire, de lieu d'entraînement ou de charge d'entraînement – varient en fonction de chaque discipline (env. 40 disciplines sportives différentes concernent des talents reconnus dans notre canton). En d'autres termes, les entraînements ne se déroulent ni dans les mêmes infrastructures, ni selon les mêmes horaires.

Cela étant, le Conseil d'Etat estime que des améliorations sont possibles à moyen ou plus long terme dans le domaine du sport et dans celui des arts. En effet, plusieurs pistes sont en cours d'analyse auprès du Service du sport et du Service de la culture. Certaines modifications sont relativement simples à mettre en œuvre, d'autres sont plus complexes en raison de leur impact – bien au-delà du cercle des jeunes sportifs ou artistes de talent concernés – notamment sur l'organisation scolaire et celles des clubs sportifs et/ou de leurs éventuels coûts. Les avantages et inconvénients de chaque proposition doivent encore faire l'objet d'une évaluation.

Quatre axes spécifiques peuvent être dégagés, soit:

1. des améliorations au niveau du cadre légal, de la procédure et du traitement des demandes pour les jeunes sportifs et/ou les jeunes artistes:
 - opter pour une reconnaissance des talents tels qu'ils sont identifiés par leur fédération respective et baser les décisions d'admission au programme uniquement sur le fait de posséder une Talent Card permettrait une décision plus rapide mais rendrait plus difficile l'accès au programme SAF;
 - informatiser tout ou partie de la procédure d'admission au programme SAF, selon le nombre et la nature des critères retenus (en lien avec la proposition précédente);
 - examiner la possibilité de dérogations plus importantes pour les jeunes artistes de talents non encore admis dans le programme SAF (avant l'entrée en classes pré-professionnelles) et le développement de mesures d'accompagnement par le COF. En effet, l'entrée en certificat amateur implique déjà une dizaine d'années de pratique musicale ou de danse;
 - examiner la situation dans le domaine des arts visuels et l'ancrage du dispositif SAF dans les bases légales concernant les affaires culturelles (RAC).
2. des modifications portées à l'organisation et au fonctionnement des écoles et du Conservatoire:
 - la réorganisation de l'horaire des cours au CO avec l'introduction du mercredi après-midi congé pour faciliter la collaboration Sports/Arts-Etudes notamment dans les zones limitrophes et l'organisation du travail des jeunes talents. Suite au dépôt de la motion des députés Hunziker et Schläfli, la proposition d'octroyer un congé le mercredi après-midi au CO a été mise en consultation dans le cadre des modifications apportées à la loi scolaire et à son règlement. Elle a été rejetée par les communes et les organismes participant à la consultation;
 - la sensibilisation des enseignant-e-s quant aux possibilités offertes par le programme SAF aux élèves concernées et l'uniformisation de l'octroi, par les directions des écoles du secondaire 1 et celles du

- secondaire 2, des dispenses prévues par le programme SAF;
 - l'augmentation des demandes de dispenses de cours, car ces dernières ne sont pas toujours utilisées par les élèves. Par exemple, la mise en place d'une formation à distance pour certaines matières faciliterait le rattrapage des cours manqués;
 - des possibilités d'aménagement d'horaires, notamment pour les élèves artistes de talent qui étudient dans les écoles du S2;
 - examiner avec le Conservatoire la pertinence d'une mise en place de cours collectifs ou d'ensemble.
3. Le soutien direct aux jeunes sportifs et/ou aux jeunes artistes:
- mieux faire connaître et systématiser la possibilité de prolonger des études, une offre individuelle qui existe déjà, mais qui a peu de succès; c'est pourtant une façon de concilier carrière scolaire et carrière sportive;
 - élaborer un concept pour un suivi pédagogique plus approfondi des athlètes, l'élaboration d'un plan de carrière, des mesures de soutien systématiques comme la mise à disposition d'un enseignant à des heures régulières pour rattraper les cours manqués, expliquer la matière ou répondre aux questions;
 - mettre à disposition des matières étudiées via une plateforme de e-learning avec le soutien des responsables de branches, dans le prolongement des plateformes d'enseignement et d'apprentissage pour les écoles comme celle d'éducanet2 et tout récemment www.frischool.ch, un portail de ressources numériques à destination des élèves de la scolarité obligatoire;
 - réfléchir à la mise à disposition de locaux (salles de sport ou de fitness pour l'entraînement individuel ou les entraînements physiques généraux, salles de pratique pour les artistes), le soutien à l'hygiène de vie du sportif/artiste au travers de conseils en matière de nutrition, d'organisation, etc;
 - analyser l'opportunité d'une visite médicale gratuite pour jeunes appartenant au programme, sur le modèle vaudois. Il s'agirait de mettre en place un suivi médical durant la carrière sport-études. Des réflexions sont actuellement menées dans ce sens au sein de l'Association fribourgeoise des sports avec le «carnet médical du jeune athlète».
4. l'organisation des clubs sportifs et le soutien apporté:
- les clubs sportifs adaptent et harmonisent, dans la mesure du possible, leurs besoins en termes de jours et horaires d'entraînements, habitudes et charges d'entraînement afin de faciliter la vie des jeunes sportifs. Ils disposent d'une comptabilité et de critères répondant aux exigences des organismes qui

octroient des soutiens financiers afin de faciliter l'accès aux subventions;

- examiner la création d'un label d'entreprise formatrice favorable à la pratique artistique.

Le Conseil d'Etat souhaite continuer l'adaptation du programme SAF en:

- > Suivant les lignes et les valeurs qui sous-tendent son concept SAF
- > Proposant des solutions aux problèmes identifiés et en analysant les pistes d'amélioration relevées, dans une optique d'amélioration continue
- > Profitant des expériences d'autres institutions ou cantons, même si leur organisation Sports/Arts-études diffère de celle du canton de Fribourg.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

Annexes

1. Tableau du nombre d'heures à la grille horaire des cantons
2. Situation du sport-études par canton et niveau d'étude
3. Situation des Talent Cards à Fribourg et en Suisse
4. Exigence de la Talent Card par canton
5. Critères d'admission au concept sport-études par canton
6. Centres de formation par canton
7. Situation de l'art-études par canton et niveau d'étude



Bericht 2019-DICS-5

19. Februar 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2017-GC-38 Romain Collaud, Gabrielle Bourguet «Konzept Sport-Kunst-Ausbildung» und zum Postulat 2017-GC-51 Philippe Savoy, Laurent Dietrich «Konzept Sport-Kunst-Ausbildung»

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zu den Postulaten der Grossrätinnen und Grossräte Romain Collaud, Gabrielle Bourguet und Philippe Savoy, Laurent Dietrich in Bezug auf das Programm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) im Kanton Freiburg.

1. Situation	23
1.1. Präsentation der Postulate	23
1.2. Antwort des Staatsrats	23
2. Vorbemerkungen	23
2.1. Arbeitsweise	23
2.2. Rückmeldungen der Kantone	24
2.3. Allgemeine Feststellung	24
3. Bericht für den Bereich «Sport und Ausbildung»	24
3.1. Einleitung	24
3.2. Situation «Sport und Ausbildung» in den anderen Kantonen	24
3.3. Talent Card von Swiss Olympic (SOTC)	25
3.4. Situation in der Schweiz für die sechs im Postulat angesprochenen Punkte	26
3.4.1. Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm	26
3.4.2. Massnahmen zugunsten der ins Förderprogramm aufgenommenen Schülerinnen und Schüler	27
3.4.3. Massnahmen zugunsten von Schülerinnen und Schülern, die Leistungssport betreiben, jedoch die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen	28
3.4.4. Von den Kantonen für die Förderangebote «Sport und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel	29
3.4.5. Bereitstellung von Infrastrukturen für die «Sport und Ausbildung» – Tarife	30
3.4.6. Kantonale Subventionierung der Ausbildungszentren – Voraussetzungen und gewährte Beträge	30
3.5. Schlussfolgerung für den Bereich Sport	33
4. Bericht für den Bereich «Kunst und Ausbildung»	35
4.1. Einleitung	35
4.2. Allgemeine Situation der Angebote zur «Kunst und Ausbildung»	35
4.3. Situation in der Schweiz bezüglich den vier im Postulat angesprochenen Punkte	36
4.3.1. Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm	36
4.3.2. Massnahmen zugunsten künstlerisch begabter Schülerinnen und Schüler (Musik, Tanz, Theater), die in das Programm aufgenommen wurden, und Anpassbarkeit dieser Massnahmen in den Schulen der Sekundarstufen I und II sowie im Rahmen der dualen Ausbildung	38
4.3.3. Massnahmen zugunsten künstlerisch hochbegabter Schülerinnen und Schüler (Musik, Tanz, Theater), welche die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen	38
4.3.4. Von den Kantonen für die Förderangebote «Kunst und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel	39

5. Gesamtfazit**6. Anhänge****1. Situation****1.1. Präsentation der Postulate**

Mit zwei eingereichten und begründeten Postulaten, dem ersten am 8. März 2017 und dem zweiten am 28. März 2017, schilderten die Mitunterzeichnenden zusammenfassend das Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) und ersuchten um eine Analyse des dieses SKA-Programms sowie um einen interkantonalen Vergleich der verschiedenen Systeme, die unter den Konzepten «Sport und Ausbildung» (Sport-Ausbildung) oder «Kunst und Ausbildung» (Kunst-Ausbildung) zusammengefasst werden können. Durch den Vergleich namentlich der Kantone Waadt, Genf, Wallis und Bern möchten sie Informationen insbesondere zu den folgenden Punkten Informationen erhalten:

- > die SKA-Zulassungsbedingungen;
- > die umgesetzten Massnahmen und ihre Anpassbarkeit an die Sekundarstufe I und II/duale Ausbildung;
- > die Massnahmen für sportlich oder künstlerisch hochbegabte Schülerinnen und Schüler, welche die SKA-Zulassungsbedingungen nicht erfüllen;
- > die von den Kantonen bereitgestellten Budgetmittel;
- > die Bereitstellung von Infrastrukturen;
- > die kantonale Subventionierung von Ausbildungszentren.

1.2. Antwort des Staatsrats

Seit seinem Start vor einigen Jahren ermöglichte das SKA-Förderprogramm zahlreichen jungen Talenten, ihre Ausbildung und die Ausübung eines Sports oder einer Kunst auf höchstem Niveau unter guten Bedingungen zu vereinbaren. In der Schweiz gibt es verschiedene Sport-Kunst-Ausbildungen. Das Freiburger SKA-Förderprogramm ist ein Konzept, das den Besonderheiten des Kantons angepasst ist, insbesondere aufgrund der Qualität seiner Schulen und der kritischen Masse von betroffenen Schülerinnen und Schülern.

Die letzte wichtige Änderung brachten die SKA-Richtlinien, die am 1. Mai 2017 in Kraft getreten sind. Während ihrer Ausarbeitung wurden mehrere Verbesserungen in Betracht gezogen, darunter namentlich die Gleichbehandlung im gesamten Kantonsgebiet, da das Programm die Aufnahme von SKA-Schülerinnen und -Schülern in alle Schulen des Kantons ermöglicht.

Nach mehreren Jahren der Umsetzung soll das Förderprogramm analysiert und mit anderen in der Schweiz bestehenden Konzepten verglichen werden.

Da beim SKA-Förderprogramm jede Situation individuell behandelt wird, ist es nicht möglich, gemeinsame Regeln für sämtliche Aspekte der Sport- oder Kunst-Ausbildung festzulegen. Denn die Massnahmen, die in einem individuellen Fall geeignet sind, lassen sich nicht zwingend auf alle Schülerinnen und Schüler anwenden oder auf breiter Ebene ins Schulsystem einführen. Deshalb unterstützt der Kanton einen Ansatz, der auf drei Schwerpunkten beruht: die Anwendung von allgemeinen Regeln, die Umsetzung von individuellen Massnahmen sowie die regelmässige Verbesserung des Programms. Diesbezüglich war übrigens der Vergleich mit anderen in der Schweiz bestehenden Konzepten interessant.

Die Zulassungsbedingungen der verschiedenen Förderprogramme «Sport-Kunst-Ausbildung» und die Massnahmen für die Schülerinnen und Schüler sowie die finanziellen Auswirkungen ordnen das SKA-Förderprogramm der Nachwuchsförderung zu. Für den Sport erleichtert die Auslagerung der Nachwuchsförderung des BAG (Bundesamt für Sport) an Swiss Olympic im Januar 2018 den Vergleich, bringt aber auch gewisse Unsicherheiten mit der Umsetzung dieser neuen Politik mit sich.

Nachdem der Staatsrat festgestellt hatte, dass der Kanton Freiburg über ein Förderprogramm verfügt, das sich an die gesellschaftliche und nationale Entwicklung anpassen kann, beantragte er dem Grosse Rat, diese beiden Postulate für erheblich zu erklären und einen gemeinsamen Bericht zu präsentieren. Das Parlament erklärte sich an der Sitzung vom 13. September 2017 mit diesem Vorgehen einverstanden.

2. Vorbemerkungen**2.1. Arbeitsweise**

Den kantonalen Verantwortlichen für Sport und Kultur aller Kantone wurden per E-Mail Fragebögen zu den Bereichen Sport und Kultur zugestellt. In manchen Fällen wurden per Telefon und E-Mail weitere Erläuterungen verlangt, bevor ein neuer Versand mit ergänzenden Fragen erfolgte.

Zusätzliche Informationen wurden dem Bericht «Dispositifs sport-art-études et centres de formation de la relève» des Kantons Genf vom Januar 2018 entnommen (Vergleich der Kantone GE, BE, BL, **FR**, VD, VS). Das Informations- und Dokumentationszentrum IDES der EDK lieferte ebenfalls

Daten, insbesondere zu in diesem Bereich bereits durchgeführten Recherchen. Mit der vom HC Fribourg Gottéron eingesetzten Arbeitsgruppe fand eine Diskussion zu diesem Thema statt. Die beiden kantonalen Kommissionen in den Bereichen Kultur und Sport konnten sich ebenfalls zum Berichtsentwurf äussern.

2.2. Rückmeldungen der Kantone

25 Kantone beantworteten die Fragen zur Ausbildung in den Bereichen Sport und Kunst. Ein einziger Kanton ist der Anfrage nicht nachgekommen. Bei einigen Kantonen haben mehrere Personen für die Bereiche Sport und Kunst separat geantwortet, während andere Kantone eine konsolidierte Antwort für beide Bereiche formulierten.

2.3. Allgemeine Feststellung

Die Auswertung der Ergebnisse zeigt, dass die Ansätze der Kantone in diesem Bereich sehr unterschiedlich sind, was namentlich auf die kantonale Autonomie in der Verwaltung und Organisation der Schule zurückzuführen ist. Daher ist es schwierig, die Antworten zu vergleichen, ohne sich alle Elemente der Schulorganisation des jeweiligen Kantons vor Augen zu halten. So hat jeder Kanton ein Konzept gewählt, das eng mit seiner Schulorganisation verflochten ist. Einige Fördermassnahmen sind folglich nur bezogen auf das betrachtete Konzept aussagekräftig. Verfügt der Kanton beispielsweise über eine spezielle Schule oder wurde der Stundenplan der Schule angepasst, so haben die betroffenen Schülerinnen und Schüler keine Möglichkeit, dispensiert zu werden. Infolgedessen ist es nicht möglich, die Wirksamkeit einer bestimmten Massnahme oder einer Zulassungsbedingung zu beurteilen, ohne den Kontext zu berücksichtigen.

Eines der Beispiele, das die Vielfalt der jeweiligen Gegebenheiten am besten veranschaulicht, ist der wöchentliche Stundenplan, der von Kanton zu Kanton sehr unterschiedlich sein kann (beispielsweise abhängig von den Anzahl Gymnasialjahren). Ein Stundenplan mit weniger Lektionen erleichtert die Vereinbarung der Ausbildung mit Sport oder Kunst und führt zu weniger Diskussionen darüber, welche Dispense den Schülerinnen und Schülern gewährt werden sollen.¹

3. Bericht für den Bereich «Sport und Ausbildung»

3.1. Einleitung

Dieses Kapitel präsentiert die Ergebnisse des interkantonalen Vergleichs für den Bereich Sport. Die Ergebnisse für den Bereich Kunst werden im nachfolgenden Kapitel dargelegt.

Nach der Präsentation der allgemeinen Situation von «Sport und Ausbildung» in den anderen Kantonen und jener der Talent Card von Swiss Olympic (wichtiges Instrument für die Talentauswahl) erläutert dieses Kapitel, welches Bild sich für die sechs im Postulat 2017-GC-38 «**Konzept Sport-Kunst-Ausbildung**» angesprochenen Punkte in der Schweiz ergibt:

- > Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm;
- > Massnahmen zugunsten der ins Förderprogramm aufgenommenen Schülerinnen und Schüler;
- > Massnahmen zugunsten von Schülerinnen und Schülern, die Leistungssport betreiben, jedoch die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen;
- > von den Kantonen für die Förderangebote «Sport und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel;
- > Bereitstellung der Infrastruktur für «Sport und Ausbildung» – Tarife;
- > kantonale Subventionierung der Ausbildungszentren – Voraussetzungen und gewährte Beträge.

3.2. Situation «Sport und Ausbildung» in den anderen Kantonen

Den Kantonen wurden Fragen grundlegender Art gestellt, um ihre Ausgangslage kennenzulernen und so die verschiedenen in der Schweiz bestehenden Situationen zu erfassen. Je nach gestellter Frage variiert die Antwortrate der Kantone. Die detaillierten Ergebnisse nach Kanton sowie grafische Darstellungen finden sich in ANHANG 2.

Frage: *Verfügen Sie über ein Konzept «Sport und Ausbildung»?*

17 Kantone, darunter Freiburg, geben an, dass sie über ein entsprechendes Konzept verfügen. 8 Kantone geben an, dass sie keines haben.

Frage: *Verfügen Sie über eine oder mehrere Sportschulen?*

10 Kantone verfügen über Sportschulen. 7 Kantone, darunter Freiburg, verfügen über keine spezielle Sportschule. Von den letzteren verfügen 3 über spezielle Sportklassen.

Frage: *Ist die Sport-Ausbildung in die öffentliche Schule integriert oder handelt es sich um eine private Struktur?*

Alle Kantone integrieren die Sport-Ausbildung in das normale Schulsystem. Parallel dazu verfügen zwei auch über ein privates System.

Frage: *An welche Schulstufen richtet sich das Programm?*

Kein Kanton bietet ein System für den 1. Zyklus (1H–4H) an.

3 Kantone bieten eines für den 2. Zyklus (5H–8H) an. Einige, darunter Freiburg, können für diese Altersgruppe individuelle Ausnahmen bewilligen. 16 Kantone bieten eines für die

¹ Anhang 1: Tabelle mit den Anzahl Stunden im Stundenplan jedes Kantons, nach Schulstufe.

Sekundarstufe I an, darunter Freiburg. 15 Kantone bieten eines für die Sekundarstufe II an, darunter Freiburg.

Frage: *Ist die Anzahl Plätze begrenzt?*

7 Kantone erklären, eine begrenzte Anzahl Plätze zu haben. 10 begrenzen ihre Plätze nicht (darunter Freiburg), aber einige haben Quoten pro Sport oder Schule festgelegt.

Kommentar:

- > Bei der Analyse der detaillierten Daten wird ersichtlich, dass die Praxis der Kantone sehr unterschiedlich ist. Es zeigt sich jedoch, dass alle Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe I und II¹ im Durchschnitt ungefähr 25–26 Wochenlektionen anwesend sein müssen.
- > Am Mittwochnachmittag ist in den meisten Kantonen während der gesamten obligatorischen Schulzeit schulfrei. Dies ist für die Sekundarstufe I in Freiburg nicht der Fall.
- > Bietet der Kanton eine Sportschule oder spezielle Sportklassen für die Schülerinnen und Schüler im Sport-Ausbildungs-Programm an, geht dies fast immer mit einer Begrenzung der Anzahl verfügbarer Plätze einher.
- > Der Schwerpunkt liegt bei fast allen Kantonen auf den Sekundarstufen I und II.
- > Der Zusammenzug in bestimmten Schulen, die unabhängig vom jeweiligen Einzugsgebiet, näher an den Trainingsorten liegen, kann die Gestaltung der Stundenpläne erleichtern (diese Möglichkeit besteht im Kanton Freiburg). Da jedoch die Sportarten hinsichtlich ihrer Bedürfnisse ganz unterschiedlich sind, ist es nicht unbedingt sinnvoll, sämtliche Sportlerinnen und Sportler gemeinsam in einer Klasse zu unterrichten.

3.3. Talent Card von Swiss Olympic (SOTC)

Swiss Olympic kann über die nationalen Verbände, die über ein Nachwuchsförderkonzept verfügen, die Vergabe der «Swiss Olympic Talent Card (SOTC)» an ihre Sportlerinnen und Sportler beschliessen. Laut Bericht von Swiss Olympic ist die Swiss Olympic Talent Card *«ein wichtiges Instrument im Schweizer Sportsystem, an dem sich verschiedene Partner orientieren. Die gemeinsame und optimale Förderung von talentierten Nachwuchssportlerinnen auf ihrem Weg an die Spitze steht dabei im Zentrum. Die Karte zeigt Gemeinden, Kantonen, Schulen und weiteren Partnern auf, welche Nachwuchssportlerinnen in Verbandsförderprogrammen erfasst sind und gezielt gefördert werden sollen.»*

Immer mehr Partner, darunter die Kantone, verwenden dieses Referenzkriterium für Nachwuchstalente. Auf diese

Weise werden die Verbände als Experten in ihrem Bereich anerkannt, eine Funktion, welche die kantonalen Sportämter nicht übernehmen können. Sie benötigen jedoch Referenzen, um über individuelle Massnahmen entscheiden zu können. Die SOTC ist eine dieser Referenzen.

In ANHANG 3 sind die in der Schweiz und in Freiburg verteilten SOTC aufgeführt. Freiburg erhält 3,2 bis 4,8% der nationalen Karten (abhängig von den Jahren und vom nationalen/regionalen Niveau), während seine Bevölkerung 3,7% der Schweizer Bevölkerung ausmacht. Die Zahl der Nachwuchstalente des Kantons liegt folglich leicht über dem Schweizer Durchschnitt.

Kommentar:

Die Zahlen zeigen, dass die Zahl der gesamtschweizerischen, aber auch der Freiburger Talent Cards gestiegen ist und sich die Zahlen des SKA-Förderprogramms an die Anzahl Talent Cards in Freiburg angenähert haben. Allerdings ist anzumerken, dass nicht alle Inhaberinnen und Inhaber einer Talent Card die Aufnahme in das SKA-Förderprogramm beantragen, da sie dies nicht zwingend benötigen.

Es sollte daher klargestellt werden, dass die Zahl der Teilnehmenden am SKA-Förderprogramm stimmig bzw. noch ein wenig hoch ist und dass es sinnvoll ist, sich für die Zulassungskriterien auf die Talent Cards zu beziehen. In der Regel wird dieses Kriterium mit weiteren Kriterien ergänzt.

Seitdem Swiss Olympic Anfang 2018 die Nachwuchsförderung übernommen hat, überarbeiten die nationalen Verbände ihr Nachwuchskonzept und schaffen oder ändern in Verbindung mit der Talent Card ihre Funktionsweise auf der Grundlage des nationalen Konzepts FTEM (Fundament, Talent, Elite, Mastery). Die Vergabe der Talent Cards wird so schrittweise vereinheitlicht und soll in Zukunft noch mehr als heute ein Qualifikationskriterium darstellen, das das Hochleistungsniveau und den Kaderstatus bestimmt. Diese Karte wird unabhängig vom Alter vergeben und vom nationalen Verband jeder Sportart an die jeweiligen Besonderheiten und Prioritäten angepasst.

Eine weitere Erhöhung der Teilnehmerzahl des SKA-Förderprogramms wäre nicht ohne Risiko, namentlich in Bezug auf die gewährte Unterstützung und das allgemeine Niveau der Nachwuchstalente. In diesem Zusammenhang sei daran erinnert, dass die Verbände mit der Vergabe von Talent Cards gemäss ihrem Nachwuchskonzept bereits nach diesem Prinzip vorgehen. Das Amt für Sport holt für Sonderfälle, die Fragen aufwerfen, bei den nationalen Verbänden und regionalen Vereinen Erkundigungen ein (beispielsweise ein Schweizer Spitzensportler ohne Talent Card).

¹ Unter Sekundarstufe II sind hier, und ausschliesslich in Bezug auf die durchschnittlichen 25–26 Wochenlektionen, nur die Kollegien und die Fachmittelschulen, einschliesslich die vollzeitliche Handelsmittelschule Gambach, gemeint. Die Berufsschulen und die Berufsfachschulen haben nicht dieselbe Anzahl Wochenlektionen.

3.4. Situation in der Schweiz für die sechs im Postulat angesprochenen Punkte

3.4.1. Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm

Frage: Verlangen Sie eine Swiss Olympic Talent Card (SOTC), um ins Konzept aufgenommen zu werden?

10 Kantone verlangen die SOTC für die Aufnahme in das Programm und 7 nicht. Allerdings fallen die Antworten in mehreren Kantonen differenziert aus, vor allem weil Zusatzkriterien zur SOTC verwendet werden oder diese durch eine Prüfung ersetzt wird.¹

Frage: Verfügen Sie über allgemeine Zulassungskriterien für Ihren Kanton (z.B. mindestens 10 Trainingsstunden, ausreichende schulische Leistungen usw.)?

Die Antworten wurden nach Art der Kriterien in den Antworten der Kantone zusammengefasst:

Kriterium «Anzahl wöchentliche Trainingsstunden»:

10 Trainingsstunden pro Woche scheint für dieses Kriterium die Norm zu sein. In 13 der 17 antwortenden Kantone ist dies eine Bedingung, zum Teil in Form eines Durchschnitts. Die Kantone AG und AR verfügen über eine Spezialbedingung, da 6 Trainingsstunden an einer Sportschule absolviert werden müssen. Fünf Kantone verlangen eine andere Anzahl Trainingsstunden pro Woche.

Mindestens 10 Trainingsstunden pro Woche	12	AG, BE, FR , JU, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH
Im Durchschnitt mindestens 10 Trainingsstunden pro Woche	5	AG, GR, UR, ZG, BE
Mindestens 6 Trainingsstunden an der Sportschule	2	AG, AR
Andere Anzahl Trainingsstunden (von den Antwortenden nicht ausgeführt)	5	TG, UR, ZG, BE, TI

Kriterium «sportliches Niveau»:

10 Kantone verlangen die SOTC für die Aufnahme in das Programm. Die Verknüpfung mit den Kriterien von Swiss Olympic widerspiegelt sich ebenfalls in den Antworten der Kantone, die einen Kaderstatus verlangen oder das PISTE-System verwenden (Beurteilungssystem von Swiss Olympic für die Bestimmung des Niveaus der Talente und die Vergabe der Talent Cards).

Bei einigen Kantonen ist die SOTC kein Kriterium, allerdings wird in ihren eigenen Kriterien «Hochleistungssport» (GR, VS und ZG) verlangt. VS und ZG geben an, dass die SOTC kein Kriterium ist, wohl aber die Zugehörigkeit zu einem regionalen oder nationalen Nachwuchskader.

Swiss Olympic Talent Card	10	AG, AR, BE, FR , GE, SG, TG, TI, UR, ZH
Kaderstatus	10	AG, FR , NW, TG, UR, VS, ZG, ZH, BE, TI
Sportliche Höchstleistungen	9	AG, AR, GR, TG, UR, VS, ZG, ZH, BE
Selektion nach Sportart mit PISTE	7	AG, GR, TG, VS, ZG, BE, TI
Lizenziert in einer von Swiss Olympic und vom Kanton anerkannten Sportart (Liste der anerkannten Sportarten)	6	AG, FR , TG, VS, BE, TI
Mitglied eines regionalen oder nationalen Nachwuchskaders	5	UR, VS, ZG, BE, TI
Sportliches Niveau: mindestens bei den Besten auf regionaler Ebene in der betreffenden Sportart	5	AG, GR, UR, VS, BE
Teilnahme an Wettkämpfen auf nationaler oder internationaler Ebene	3	VD, VS, ZG

Einige Kantone erklären, dass sie eine Empfehlung verlangen, die verschiedene Formen annehmen kann.

Empfehlung von der Person des Sportverbands, die für die Betreuung der Sportler/innen verantwortlich ist	9	AG, JU, FR , TG, UR, VS, ZG, BE, TI
Empfehlung durch den Sportpartner	5	GR, JU, TG, VS, ZG
Empfehlung für diesen Schulbesuch von einem Leistungszentrum (ZH Fachstelle) des betroffenen Bereichs	3	TG, ZG, ZH
Empfehlung von der Lehrperson für die überfachlichen Kompetenzen (keine Note)	4	JU, TG, VS, ZG

Kriterium «Zulassungstest»:

Diese Tests können verschiedene Formen annehmen. Sie können auf kantonaler Ebene in der Sportschule, falls eine solche vorhanden ist, oder auf Verbandsebene stattfinden.

Kantonaler Test zur Beurteilung des Potenzials durch den Verband	5	GR, TG, UR, VS, ZG
Beurteilung des Potenzials durch die für die Selektion zuständigen Trainer/innen	5	NW, TG, UR, VS, ZG
Gespräch	5	AR, TG, VS, BE, TI
Physischer Test	5	AR, GR, TG, VS, ZG
Kantonale Prüfung: Persönlichkeitsprofil am Computer	2	GR, TG
Kantonale Prüfung: sportlicher Motoriktest	1	GR

¹ Anhang 4: Individuelle Antworten der Kantone und grafische Darstellung

Kommentar:

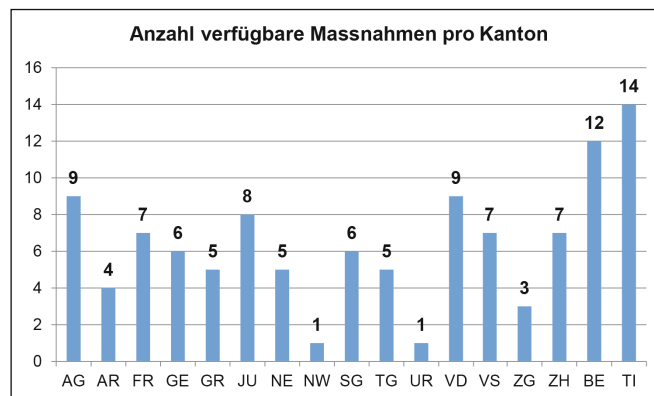
- > Abgesehen von den drei oben erwähnten Kriterien werden von den Kantonen über ein Dutzend weitere erwähnt (detaillierte Liste in ANHANG 5). Sie sind namentlich mit dem Engagement der Schülerinnen und Schüler für das schulische Lernen, mit einer Anforderung nach einem Wohnsitz und einer Zugehörigkeit zu einem Verein oder mit der Motivation verknüpft.
- > Jeder Kanton gibt eine relativ hohe Anzahl Kriterien an; diese werden auf das jeweilige Konzept abgestimmt, insbesondere in den Kantonen mit Sportschulen, die oft eine Aufnahmeprüfung verlangen. Sechs Kantone bieten zudem Aufnahmegespräche an.
- > Die Kantone, welche die SOTC nicht verlangen, setzen entweder sportliche Höchstleistungen oder die Zugehörigkeit zu einem regionalen oder nationalen Kader voraus.
- > Die Trainingsstunden sind das häufigste Kriterium, mit der Anforderung eines Befähigungsnachweises oder eigenen Tests, hauptsächlich für die Sportschulen. Die Anzahl Trainingsstunden steht im Zentrum der Debatte über die Sport-Kunst-Ausbildung. Die Kantone wollen sicherstellen, dass die Massnahmen, die sie gewähren, den Schülerinnen und Schülern mit einem anerkannten sportlichen Potenzial zugute kommen.

3.4.2. Massnahmen zugunsten der ins Förderprogramm aufgenommenen Schülerinnen und Schüler

Frage: Welche schulischen Massnahmen werden für die Schüler/innen in der Sport-Ausbildung umgesetzt?

Vollständiger Unterrichtsdispens (ohne Noten)	11	AG, BE, FR , GE, JU, NE, SG, TI, VD, VS, ZH
Vollständiger Unterrichtsdispens (mit Noten)	13	AG, BE, FR , GE, GR, JU, NE, SG, TI, VD, VS, ZG, ZH
Verlängerung der Schulzeit (Aufteilung des Unterrichtsprogramms auf mehrere Jahre)	9	AG, BE, FR , GE, JU, TI, TG, VS, ZH
Pädagogische Unterstützung (Stützunterricht)	15	AG, AR, BE, FR , GE, GR, JU, NE, SG, TI, TG, VD, VS, ZG, ZH
Spezifisches Training der Schule	5	SG, TI, TG, VS, ZH
Schul-/Klassenwechsel	12	AG, BE, FR , GE, JU, NE, SG, TI, TG, VD, VS, ZH
Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs	16	AG, AR, BE, FR , GE, GR, JU, NE, SG, TI, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH
Weitere	8	
Stundenplanstruktur		AG, BE, TI
(Schulische) Koordinationsperson		AR, BE, FR , GR, TI
Thementage		JU, TI
Aufgabenhilfe, bezahlt von einigen Vereinen		BE, VD, TI

Spezielle Vorträge	BE, VD, TI
Kostenlose medizinische Untersuchungen	VD
Nähe zum Trainingsort bzw. Verbindungen zwischen Trainingsorten	AG, BE, TI



Kommentar:

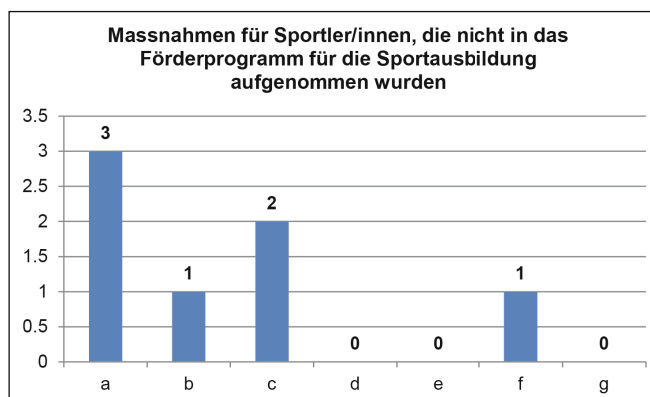
- > Wie oben erwähnt verfügt jeder Kanton über einen Massnahmenkatalog, der auf seine Gegebenheiten und sein Schulsystem abgestimmt ist. Die einzelnen Massnahmen können folglich nicht jede für sich betrachtet werden.
- > Die Massnahmen hängen nicht davon ab, ob der Kanton über eine Sportschule verfügt oder nicht, sondern sie werden bei allen Kantonen in gleicher Form durchgeführt.
- > Die angebotenen Massnahmen sind hauptsächlich mit der Schule verknüpft, durch Unterrichtsdispensen oder Anpassung der Stundenpläne.
- > Nur wenige Kantone bieten den Talenten spezifische sportliche Trainings an.
- > Fast alle bieten unter bestimmten Bedingungen die Möglichkeit einer Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs an.
- > Die Prüfung dieser Massnahmen zeigt, dass es nicht einfach zwei Systeme hat, das heisst «Sportschule» oder «Integration in eine normale Schule». Es gibt eine Vielzahl von Kombinationen, die kantonsabhängig sind (Stadtkanton oder ländlicher Kanton, finanzielle Lage, politisches Bewusstsein, Vorhandensein von Sportverbänden oder Trainingszentren im Kanton usw.).

a	Freitage	FR, BE, GR
b	Dispens vom Sportunterricht	GE
c	Entlastung von einigen Schulstunden	NE, BE
d	Pädagogische Unterstützung (Stützunterricht)	-
e	Spezifisches Training der Schule	-
f	Schul-/Klassenwechsel	TI
g	Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs	-

3.4.3. Massnahmen zugunsten von Schülerinnen und Schülern, die Leistungssport betreiben, jedoch die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen

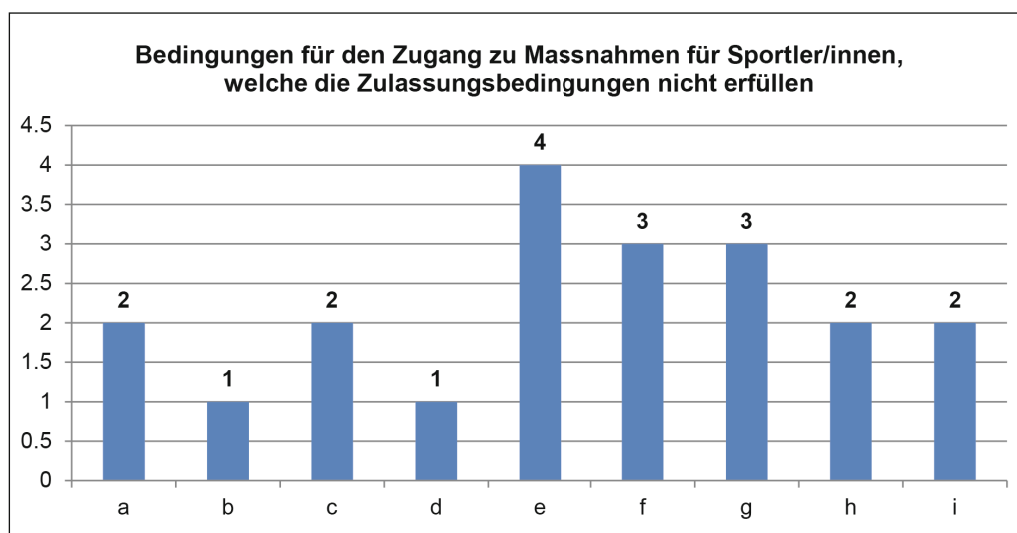
Frage: Welche Massnahmen werden Sportler/innen geboten, welche die Zulassungsbedingungen nicht erfüllen?

Sieben Kantone bieten Massnahmen für Sportlerinnen und Sportler, die nicht in das Förderprogramm aufgenommen werden. Der Kanton ZH antwortete mit dem Verweis auf den Leitfaden für Dispensation. Eine Dispensation wird im Allgemeinen SOTC-Inhaberinnen und Inhabern auf regionaler oder nationaler Ebene gewährt. So ist es manchmal schwierig, zu unterscheiden, was Bestandteil des Konzepts ist und was nicht.



Frage: Welches sind die Bedingungen für den Zugang zu Fördermassnahmen für Sportler/innen, welche die Zulassungsbedingungen nicht erfüllen?

a	Offizielles Angebot	FR, TI
b	Besondere Kriterien für jede Sportart	GE
c	Nachweis eines Trainingsumfangs	GR, ZH
d	Konzept des Bundes	GR
e	Schulspezifische Kriterien	NE, BE, TI, ZH
f	Status als Sporttalent	BE, TI, ZH
g	10 Trainingsstunden pro Woche	VD, BE, ZH
h	Mitglied in einem Sportverein, Unterstützung und Betreuung durch den Verband	VD, TI
i	Teilnahme an nationalen und internationalen Wettkämpfen	VD, TI



Kommentar:

Die meisten Kantone bieten Personen, die nicht in das Programm aufgenommen werden, keine besonderen Massnahmen an. In Freiburg besteht durch die SKA-Richtlinien eine Lösung für die nicht in das SKA-Förderprogramm aufgenommenen Personen. Im Gegensatz zur Zürcher Praxis ist es im Kanton Freiburg nicht notwendig, über die Talent Card zu verfügen, um ausserhalb des SKA-Förderprogramms vom Schulbesuch dispensiert zu werden.

3.4.4. Von den Kantonen für die Förderangebote «Sport und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel

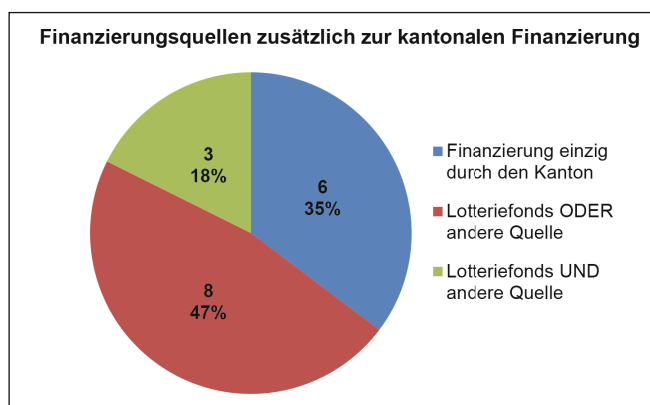
Frage: Budget des Kantons?

Die 17 Kantone, die über ein Sport-Ausbildungs-Programm verfügen, bieten auch eine kantonale Finanzierung an (Staatsbudget, ohne Lotteriefonds und weitere Finanzierungen). Es ist schwierig, die erhaltenen Zahlen zu analysieren, da die Antworten sich auf unterschiedliche Einheiten beziehen (Betrag pro Schüler/in, Höchstbetrag usw.). In der folgenden Tabelle sind die erhaltenen Gesamtbeträge aufgelistet:

Kanton	Budget in Franken	Anzahl Schüler/innen der obligatorischen Schule und der Sekundarstufe II
AG	kein eigenes Budget für das Konzept, Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs auf Anfrage	100 875
AR	ungefähr 70 000 (abhängig von der Anzahl Schüler/innen)	7 255
BE	600 000	154 168
FR	730 000 (davon eine halbe Koordinationsstelle sowie Entlastungslektionen für die schulischen Koordinatoren)	52 822
GE	900 000 (plus eine Koordinationsstelle)	85 321
GR	4000 im Jahr pro Talentschüler/in (Sek I), 1000 im Jahr pro Schüler/in Sek II	26 825
JU	180 000	11 993
NE	290 000	29 812
NW	hängt von der Zahl der ausserkantonalen Schulbesuche ab	5 221
SG	1 500 000 im Jahr (ausserkantonaler Schulbesuch)	81 874
TG	Höchstens 5 790 000	38 702
TI	500 000	55 074
UR	hängt von der Zahl der ausserkantonalen Schüler/innen ab	4 842
VD	kein festes Budget	135 191
VS	betrifft die Eröffnung von Spezialklassen, den Stützunterricht, die Koordinationseinheiten usw.	51 877
ZG	pro Schüler/in 9 500	19 158
ZH	1 500 000 Jahr	222 553

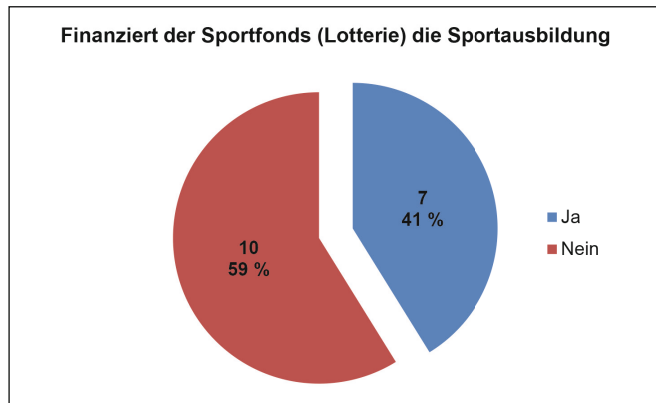
Kommentar:

- > Zusätzlich zur direkten Finanzierung durch die Kantone greifen einige von ihnen auf den Sportfonds (Lotterie) oder andere Finanzierungsquellen zurück.
- > Die Kantone AG, GE, JU, NE, ZG, BE finanzieren das Förderprogramm für die Sport-Ausbildung einzig mit kantonalen Finanzmitteln.
- > Die Kantone **FR**, GR, NW, SG, TG, UR, VS, TI verwenden zusätzlich zur kantonalen Finanzierung den Sportfonds (Lotterie) oder eine andere Finanzierungsquelle.
- > Die Kantone AR, VD, ZH verwenden, zusätzlich zur kantonalen Finanzierung, den Sportfonds (Lotterie) und/oder eine andere Finanzierungsquelle.



Frage: Wird die Sport-Ausbildung mit dem Sportfonds (Lotterie) finanziert?

Der Lotterie-Sportfonds finanziert in sieben Kantonen (AR, FR, SG, TG, TI, VD, ZH) das Förderprogramm für die Sport-Ausbildung. Das entspricht 40% der Kantone, die über ein solches Konzept verfügen.



Es ist anzumerken, dass GR die Frage verneint hat, im Kommentarbereich der folgenden Frage («Weitere Finanzierungsquellen?») aber ausführte, dass manchmal eine Finanzierung durch Ausbildungszentren und den Sportfonds möglich ist.

Beträge in Franken:

- > AR: 60 000
- > FR: 330 000
- > SG: 800 000
- > TG: 1800 pro Schüler/in für max. 80 Schüler/innen
- > VD: Angabe nicht verfügbar
- > ZH: ?
- > TI: 200 000

Frage: Weitere Finanzierungsquellen?

- > Ja: AR, GR, NW, UR, VD, VS, ZH,
- > Nein: AG, FR, GE, JU, NE, SG, TG, ZG, BE, TI

Nachfolgend werden die weiteren Finanzierungen im Detail aufgelistet, um ihre Vielfalt aufzuzeigen:

- > AR: Private Spenden, keine Information.
- > GR: Wenn die Schule selber Trainings anbietet, gibt es eine Unterstützung durch das Leistungszentrum (Sportfonds).
- > NW: Unterstützung der regionalen Leistungszentren, Betreuung der Athletinnen und Athleten usw.
- > UR: Unterstützungsbeitrag für die Athletinnen und Athleten der Nachwuchsförderung mit einer regionalen oder nationalen Talent Card: Regional: 500 Franken pro Saison/National: 1500 Franken pro Saison.
- > VD:
 - von den Eltern geleisteten Beiträge;
 - J+S für die Sporteinrichtungen;

- das von den nationalen Verbänden an bestimmte Sporteinrichtungen ausbezahlte Geld.
- > VS:
 - Es ist unmöglich, alle Beträge anzugeben.
 - Die Gemeinden beteiligen sich (u. a. Schulbesuch und Schülertransport) für die Sekundarstufe I.
 - Die Sportvereine bzw. -clubs bieten Trainingsstrukturen an und finanzieren die Trainer und manchmal auch den Transport zwischen Schule und Trainingsort.
- > ZH: Finanzhilfen der Bildungsdirektion.

Kommentar:

Auch wenn es schwierig ist, die Systeme zu vergleichen, da die bereitgestellten Beträge und die Organisation der Fonds sich erheblich unterscheiden, spielen die Lotteriefonds eine wichtige Rolle für die Unterstützung der Sport-Ausbildungseinrichtungen. Hingegen gibt es nur wenig externe Finanzierungsquellen.

3.4.5. Bereitstellung von Infrastrukturen für die «Sport und Ausbildung» – Tarife

Frage: Stellen Sie Infrastrukturen für die Sport-Ausbildung zur Verfügung?

Einzig 3 Kantone stellen Sportinfrastrukturen zur Verfügung: JU, VS, ZG. Für die Benützung wird kein Beitrag erhoben.

Die Bereitstellung betrifft im VS einzig Sport- und Fitnessräume in der Sekundarstufe I. Der Rest wird von Vereinen, Clubs und Gemeindeschulen zur Verfügung gestellt. Im Kanton ZG handelt es sich namentlich um Schulgebäude, Hallenbäder und Sporthallen.

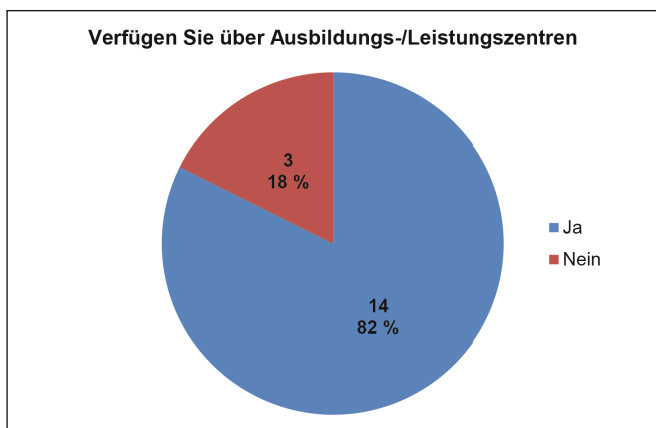
Kommentar:

Es gibt nur wenige Kantone, die Infrastrukturen bereitstellen. Im Normalfall gehören die Schul- und Sportinfrastrukturen nicht den Kantonen, sondern vielmehr den Gemeinden.

3.4.6. Kantonale Subventionierung der Ausbildungszentren – Voraussetzungen und gewährte Beträge

Frage: Verfügen Sie über Ausbildungs-/Leistungszentren?

Von den Kantonen, die «Sport und Ausbildung» anbieten, verfügen 14 über ein Ausbildungs- oder Leistungszentrum (AG, FR, GE, GR, JU, NE, NW, SG, TG, UR, VD, VS, ZH, TI). Drei Kantone geben an, dass sie über keines verfügen (AR, ZG, BE). Die Art des Zentrums, das im jeweiligen Kanton besteht, ist in ANHANG 6 aufgeführt.



Frage: Welche Bedingungen müssen erfüllt sein, um als Ausbildungs-/Leistungszentrum anerkannt zu werden?

Das Hauptkriterium ist die Anerkennung des Zentrums durch den kantonalen Verein oder Verband oder auf nationa-

ler Ebene die Zugehörigkeit des Vereins oder Verbands zum nationalen Verband. In vier Kantonen, darunter Freiburg, bestehen weitere Bedingungen. Ihre vollständige Liste findet sich in ANHANG 6.

Frage: Erhalten diese Zentren eine finanzielle Unterstützung des Kantons?

Von den 14 Kantonen, die über Ausbildungszentren verfügen, bieten alle eine finanzielle Unterstützung an.

- > 7 Kantone (AG, **FR**, GE, NE, NW, SG, ZH) bieten eine kantonale Finanzhilfe an;
- > mit Ausnahme des Kantons GE verfügen alle über eine finanzielle Unterstützung durch den Sportfonds (Loterie; 13 Kantone AG, **FR**, GR, JU, NE, NW, SG, TG, UR, VD, VS, ZH, TI);;
- > es gibt folglich 6 Kantone, in denen zwei verschiedene Formen der Unterstützung angeboten werden (AG, **FR**, NE, NW, SG, ZH).

Kanton	Höhe der kantonalen Subvention	Höhe der Subvention durch den Sportfonds
AG	Bis anhin 1,5x der Betrag, die der Nutzergruppe 7 von J+S gewährt wird für die regionalen Zentren, 4x der Betrag, die der Nutzergruppe 7 von J+S gewährt wird, für die nationalen Zentren. Der Tarif, der nach Aufhebung dieses Plans in Kraft tritt, wird noch diskutiert.	tarifabhängig; insgesamt ungefähr 1 Mio. Franken
FR	Es wird eine einmalige Hilfe bei einer besonderen Leistung in Höhe von 20 000 Franken gewährt (kantonaler Sportfonds).	20 000 Franken Starthilfe (LoRo-Sport) und zwischen 5000 und 18 000 Franken im Jahr werden gewährt (zusätzlich zur einmaligen Starthilfe von 20 000 Franken).
GE	ca. 2 Millionen Franken	-
GR	-	Bis anhin der gleiche Betrag wie für die Nutzergruppe 7 von J+S (Total 650 000 Franken).
JU	-	186 000 Franken
NE	Ist im Betrag der oben erwähnten Sport-Kunst-Ausbildung enthalten.	187 000 Franken
NW	40 000 Franken	40 000 Franken
SG	pro Sportler/in: 3000 (Team) bis 4000 Franken (Einzel-person) pro Jahr, Höchstbetrag 30 000 (Teamsport) und 40 000 Franken (Einzelsport) pro Jahr und Leistungs-zentrum.	siehe oben
TG	-	Ist im Projekt nicht festgelegt, kein fester Betrag
UR	-	7 500 Franken
VD	-	Dieses Projekt wird aktuell diskutiert und ist noch nicht in Kraft.
VS	-	50 000 bis 60 000 Franken
ZH	1 Million Franken	siehe Betrag pro Jahr
TI	-	360 000 Franken

Frage: Welche Bedingungen müssen erfüllt werden, um eine finanzielle Unterstützung vom Kanton zu erhalten

Bezüglich der notwendigen Bedingungen für den Erhalt von kantonalen Subventionen konnten den Antworten des Fragebogens nur wenige Informationen entnommen werden.

Von den 7 Kantonen (AG, **FR**, GE, NE, NW, SG, ZH), die eine kantonale Subventionierung anbieten, verwenden AG und ZH den Betrag der NG7 (Nutzergruppe 7 Nachwuchsförderung) von J+S der nationalen Verbände als Referenz.

Anpassungen werden aufgrund der neuen nationalen Ausgangslage folgen (Übernahme der Nachwuchsförderung

durch Swiss Olympic seit 1. Januar 2018 führt zur Aufhebung der NG7 von J+S).

- > GE:
 - detailliertes Projekt mit einer Nachwuchspyramide;
 - Zusammenschluss der betroffenen Clubs in einem Verband;
 - Unterstützung des nationalen Verbands;
 - professionelle Betreuung.
- > NE: Die kantonale Subventionierung hängt mit dem Stützunterricht (Nachhilfe) zusammen. Zwischen dem Schulkreis und dem regionalen Leistungszentrum wird eine Vereinbarung abgeschlossen.
- > NW: Leistungsvereinbarung
- > SG:
 - Nachwuchsförderungskonzept gemäss nationalen Verbänden;
 - Anfragen gehen an die kantonale Sport-Toto-Kommission (Sportfonds)
- > FR: Unterzeichnung einer Vereinbarung zwischen Amt für Sport und Ausbildungszentrum.

Frage: Welche Bedingungen müssen erfüllt werden, um eine finanzielle Unterstützung des Sportfonds zu erhalten?

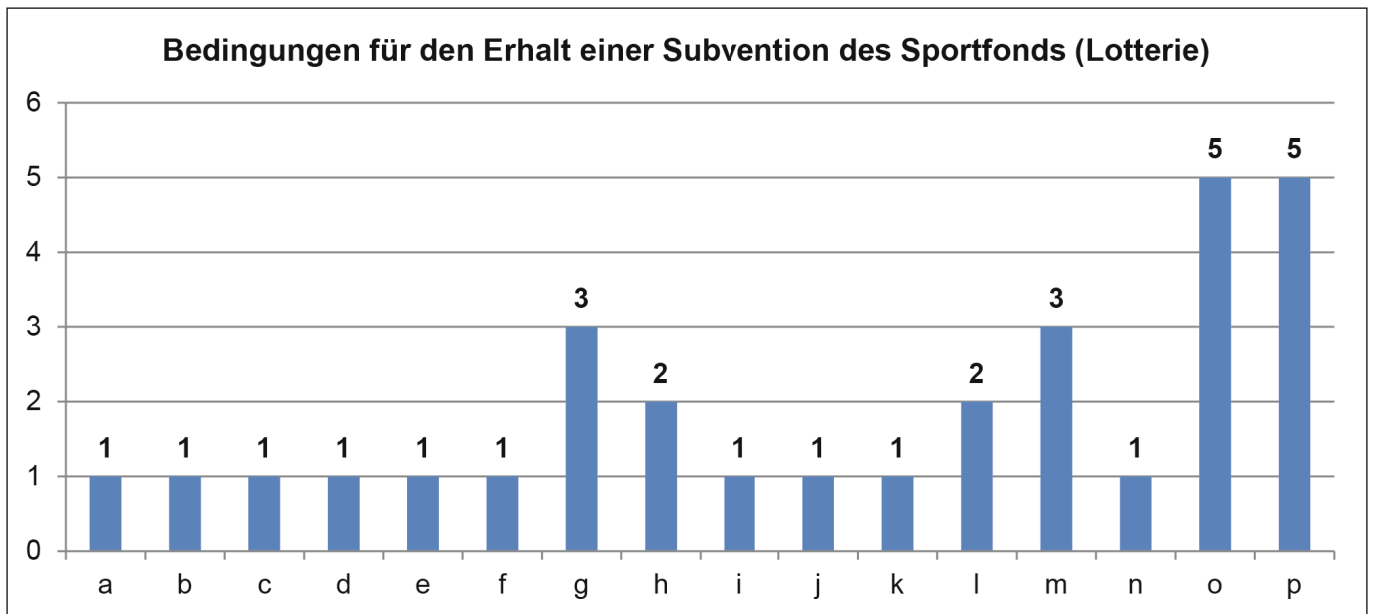
Die am meisten erwähnte Bedingung ist das Führen einer transparenten Jahresrechnung (5 Kantone: AG, GR, TG, JU, TI) und die Anerkennung durch einen nationalen Verband (AG, GR, TI, VS, ZH).

Drei Kantone (AG, GR, TI) verlangen, dass das Leistungszentrum im Nachwuchskonzept der nationalen Verbände erwähnt wird.

Eine Bedingung, die von drei Kantonen (AG, TG, JU) verlangt wird, ist zudem die gewährte Finanzierung.

Der Kanton Neuenburg ist dabei, die Kriterien für die Anerkennung durch den Staat als regionales Leistungszentrum (Anzahl Sportler/innen, Niveau der Sportler/innen, Einfluss des Sports im Kanton) zu überarbeiten.

- > 6 Kantone (AR, SG, UR, VD, ZG, BE) geben an, dass keine Bedingung zu erfüllen ist.
- > 9 Kantone stellen eine oder mehr Bedingungen.



a	Ein kostenloses Training im Sommer (kann in freiwilliger Form angeboten werden)	FR
b	Das Zentrum muss über ein sportmedizinisches Konzept verfügen	FR
c	Das Zentrum organisiert ein Treffen mit den Eltern	FR
d	«Cool and clean» ist fester Bestandteil der Ausbildung (Doping-Info)	FR
e	Ein/e von der Nachwuchsförderung anerkannter Konditionstrainer/in bereitet ein Programm gestützt auf Swiss Olympic vor und kontrolliert die Leistung	FR
f	Der Grossteil des Trainingskaders muss über eine Swiss Olympic Talent Card (Regional oder National) verfügen	FR
g	Bezeichnung als Leistungszentrum im Nachwuchskonzept der nationalen Verbände	AG, FR, TI
h	Die Organisation erhält einen Beitrag des nationalen Verbands für die Nachwuchsförderung von Swiss Olympic	AG, FR
i	Anerkennung durch die Struktur Sport-Kunst-Ausbildung (Label SKA, Dauer: zwei Jahre)	JU
j	Leistungsvereinbarung	NW
k	Verpflichtend geregelte Struktur des Verbands	TG
l	Leistungskriterien sind vorhanden	JU, TG
m	Gewährte Mittel	AG, JU, TG
n	Qualitätsstandards	JU
o	Transparente Jahresrechnung	AG, GR, JU, TG, TI,
p	Anerkennung des nationalen Verbands wird vorausgesetzt	AG, GR, TI, VS, ZH, FR

Kommentar:

- > Die meisten Kantone verfügen über Ausbildungszentren, deren Hauptkriterium die Anerkennung des Zentrums durch die kantonale Vereinigung und die Zugehörigkeit der kantonalen Vereinigung zum nationalen Verband ist. Die Kantone versuchen im Normalfall, das Ausbildungszentrum in das Nachwuchsförderungskonzept des nationalen Verbands einzubinden.
- > Mehrere Kriterien wurden von den Kantonen nicht erwähnt, da sie Teil der Anforderungen für die Label von Swiss Olympic sind.¹ Deshalb ist Freiburg manchmal bei einigen Kriterien der einzige Kanton. Da Freiburg es vorzieht, allen die Möglichkeit zu geben, den Unterricht in einer Schule in ihrer Nähe zu besuchen, und nicht alle Sportlerinnen und Sportler mit einer Talent Card in der gleichen Schule zusammenzieht, erfüllt der Kanton das entscheidende Kriterium für das Label Swiss Olympic nicht. Alle anderen Kriterien werden jedoch befolgt und angewandt.

- > Aufgrund der relativ zentralen Lage des Kantons Freiburg ist es wichtig, die regionalen (kantonalen und interkantonalen) Aspekte der Ausbildungszentren zu berücksichtigen. Für jede Sportart bestehen Bedürfnisse, die im Prinzip im Nachwuchsförderungskonzept des nationalen Verbands definiert sind. Dessen Zustimmung ist für die Schaffung eines Ausbildungszentrums notwendig, um ein Überangebot zu vermeiden. Dies hat sicherlich zur Folge, dass einige Sportlerinnen und Sportler ausserhalb des Kantons Angebote nutzen oder eine Schule besuchen müssen. Sind jedoch die Strukturen gut verteilt und die Sportlerinnen und Sportler anerkannt (Talent Card), sollten keine Interessenkonflikte entstehen.

3.5. Schlussfolgerung für den Bereich Sport

- > 17 der 25 Schweizer Kantone, die auf die Umfrage geantwortet haben, verfügen über ein Dispositiv «Sport und Ausbildung». Freiburg ist einer davon. Er bietet sein SKA-Förderprogramm für die Zyklen 2 und 3 der obligatorischen Schule sowie für die Sekundarstufe II an. Der Kanton hält es für vorrangig, den Nachwuchstalenten alle schulischen Optionen offenzulassen. Diese Wahlmöglichkeit führt dazu, dass es keine Sportschule oder Sportklasse für diese Schülerinnen und Schüler gibt. Denn man erachtet die Anzahl der Jugendlichen, die in unserem Kanton offiziell von ihrem nationalen Verband anerkannt werden, nicht als genügend, um die jungen Sportlerinnen und mit in ähnlichen schulischen Profilen in ganzen Klassen zusammenzuziehen. Deshalb beruht das Freiburger System, wie jenes von anderen Kantonen, auf individuell gewährten Massnahmen.
- > Durch die enge Zusammenarbeit mit den Ausbildungszentren können die sportlichen und schulischen Bedürfnisse der Athletinnen und Athleten koordiniert und so die Kohärenz des Programms gestärkt werden.
- > Bei den Sekundarstufen I und II lässt sich nicht feststellen, dass ein aus speziellen Sportklassen für Talente bestehendes System gegenüber einem System mit individuellen Massnahmen vorherrschend ist. Auch wenn der zweite Ansatz eine Anpassung an die Besonderheiten der Sportarten bietet, setzt er oft voraus, dass die Schülerinnen und Schüler selber oder mit pädagogischer Unterstützung den verpassten Stoff nachholen müssen. Eine Strukturierung mit Sportklassen oder einer Sportschule erfordert hingegen eine Anpassung und eine Koordination der Partner aus dem Kultur- und Sportbereich, was nicht immer möglich ist. Eine solche Organisation könnte allenfalls die Arbeitslast der Schülerinnen und Schüler verringern, würde jedoch auch ihre Studienmöglichkeiten und -wahl einschränken.

¹ Die Mindestanforderungen für die Anerkennung eines Ausbildungsinstituts durch Swiss Olympic finden sich am Ende von Anhang 6.

- > Ungefähr die Hälfte der Kantone, die über ein Sport-Ausbildungs-Konzept verfügen, geben an, dass sie die Zahl der Plätze begrenzen. In Freiburg ist dies nicht der Fall; der Kanton bietet sogar Massnahmen für Personen an, die nicht am SKA-Förderprogramm teilnehmen. Ausserhalb des Programms sind Sonderurlaube für wichtige Veranstaltungen (beispielsweise Selektionen oder Wettkämpfe) bei offiziellem Aufgebot möglich. Vorausgesetzt werden allerdings genügende Schulnoten und ein vorbildliches schulisches Verhalten.
- > Die Gesamtzeit der Dispense und Urlaube für die Schülerinnen und Schüler, die nicht ins SKA-Förderprogramm aufgenommen werden, aber bestimmte schulische und sportliche Anforderungen erfüllen, ist pro Schuljahr begrenzt. Mit der Möglichkeit, den Stundenplan anzupassen, um die Ausübung des Sports zu erleichtern, kann flexibel auf gewisse Bedürfnisse eingegangen werden.
- > Auch wenn die kantonalen Zulassungsbedingungen vielfältig und eine Synthese der bestehenden Konzepte schwierig ist, lässt sich festhalten, dass die wesentlichen Vorgaben übereinstimmen: Mindestanzahl Trainingsstunden pro Woche sowie Talent Card. Aus dem interkantonalen Vergleich wird ersichtlich, dass die anderen Kantone im Allgemeinen nicht mehr oder weniger streng sind als Freiburg, was die Zulassungskriterien zum SKA-Förderprogramm angeht.
- > Ebenso wie der Kanton Freiburg haben die Kantone für die Sportlerinnen und Sportler Fördermassnahmen mit teilweisen oder vollständigen Unterrichtsdispensen (mit oder ohne Noten) sowie mit Stützunterricht eingeführt. Schul- oder Klassenwechsel, um den Schülerinnen und Schüler die Organisation zu vereinfachen, sowie die Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs, um ihnen den Zugang zu nationalen, ausserkantonalen Leistungszentren zu ermöglichen, werden in den SKA-Förderprogrammen ebenfalls angeboten.
- > Bei der Umfrage konnte in den anderen Kantonen kein effizienteres oder kostengünstigeres System für die Finanzierung der Sport-Ausbildungs-Angebote ausgemacht werden, als jenes des Kantons Freiburg, das zudem in vielen anderen Kantonen ebenso angewendet wird. Die Sportfonds dienen in den meisten Kantonen als gute Stützen des kantonalen Budgets für die Sport-Ausbildungs-Konzepte; hingegen gibt es nur wenige private Sponsoren.
- > Schliesslich hat der interkantonale Vergleich aufgezeigt, dass das Freiburger SKA-Förderprogramm interessant ist, da dabei ebenso wie bei allen übrigen Schülerinnen und Schüler auf die Einhaltung der Lehrplanziele geachtet wird, und zwar unabhängig vom Bildungsgang, der von der Sportlerin oder dem Sportler gewählt wird. Das Programm ermöglicht Anpassungen, die auf die verschiedenen Klassen, Stufen und Niveaus der Schülerinnen und Schüler ausgerichtet sind und gewährleisten, dass den jungen Talenten sämtliche Studienmöglichkeiten offen-

stehen. Es beruht hauptsächlich darauf, dass die Schülerinnen und Schüler sich in ihrer Freizeit engagieren, auch ihre Selbstständigkeit, Verantwortung und ihre organisatorischen Fähigkeiten sind gefragt. Eine flexiblere Stundenplangestaltung würde ihnen helfen, sich zu organisieren. Zudem könnten sie so den verpassten Schulstoff einfacher nachholen.

Jeder Kanton sorgt dafür, das subtile Gleichgewicht zwischen der Gewährleistung des Ausbildungsniveaus und der nötigen Zeit für die Ausübung eines Spitzensports zu wahren. Zudem stellen die während der Ausübung des Sports erworbenen Softskills einen Mehrwert dar, der sich in einer künftigen Berufslaufbahn als wertvoll erweisen könnte.

Wie es der föderalistischen Organisation der Schweiz entspricht, geht aus dem Vergleich der verschiedenen Sport-Ausbildungs-Strukturen hervor, dass es gleich viele Systeme wie Kantone gibt. Alle dieser Systeme haben ihre Vor- und Nachteile. Die meisten Kantone sind mit ihrem Sport-Ausbildungs-Angebot zufrieden, möchten es aber in den nächsten Jahren verbessern, namentlich hinsichtlich der Begleitmassnahmen für Talente (und nicht der Anzahl der ins Förderprogramm aufgenommenen Personen, die bereits gut geregelt ist). Auch Freiburg verfolgt dieses Ziel.

Zusammenfassung der Freiburger Situation:

Stärken	Schwächen
<ul style="list-style-type: none"> > alle Schüler/innen wählen die Ausbildung, die sie wünschen > Anpassung an die verschiedenen Bedürfnisse der verschiedenen Sportarten > Unterstützungsmassnahmen für fast alle Schulstufen > offizielle Anerkennung: sportliche Anerkennung (Talent Cards); in der Schule normale «Schul- und Berufsabschlüsse» > Zusatzmassnahmen für nicht ins SKA-Förderprogramm aufgenommene Schüler/innen > kantonale Koordination (Gleichbehandlung) > keine begrenzte Platzzahl > Schwerpunkt auf anerkannte Talente > Kosten–Nutzen–Verhältnis des Programms: Anpassungsfähigkeit des Dispositivs > Zweisprachigkeit des Kantons und folglich des Programms > familiäres und soziales Umfeld bleibt bestehen: geografische Nähe und gut ausgebauten öffentliches Verkehrsnetz > den meisten Konzepten der nationalen Verbände angepasste Struktur > Partnerschaft mit Ausbildungszentren 	<ul style="list-style-type: none"> > Nachholen von Schulstoff notwendig > Abhängigkeit von der Auswahl der nationalen Verbände für die Verteilung der Talent Cards > bestehende Sportanlagen sind nicht optimal > fehlende Flexibilität beim Unterrichtsdispens und bei der Anerkennung von Qualifikationen > Kosten für die Änderungen der Einzugsgebiete oder ausserkantonale Einschulung > grosse (schulische und sportliche) Arbeitslast
Chancen	Gefahren
<ul style="list-style-type: none"> > IT-Entwicklung (mehr Flexibilität und bessere Betreuung) > Umsetzung einer kantonalen Vereinbarung für den Wechsel des Einzugsgebiets (Schulwechsel im Kanton) > Mitarbeit bei der Schaffung von regionalen (interkantonalen) und nationalen Leistungszentren > Mitarbeit bei der nationalen Entwicklung der Nachwuchsförderung mit Swiss Olympic > mehr Synergien zwischen den verschiedenen Sportakteuren 	<ul style="list-style-type: none"> > zu wenig restriktiv bei der Zulassung (Niveausenkung und organisatorische Schwierigkeiten für die Schulen) > häufige Änderung der Organisation und der Strategie bei den Sportverbänden > Einfluss des Sport-Business und Vermarkten von Athletinnen und Athleten durch Vereine

4. Bericht für den Bereich «Kunst und Ausbildung»

4.1. Einleitung

Nachdem im vorangegangenen Kapitel die Ergebnisse für den Bereich Sport präsentiert wurden, werden in diesem Kapitel die Ergebnisse der interkantonalen Vergleichsstudie für den Bereich Kunst dargelegt.

Nach der Präsentation der allgemeinen Situation der Angebote zur «Kunst-Ausbildung» in den anderen Kantonen erläutert dieses Kapitel, wie die Lage bezüglich der vier im Postulat 2017-GC-51 «**Konzept Sport-Kunst-Ausbildung**» angesprochenen Punkte in der Schweiz aussieht:

- > Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm
- > Massnahmen zugunsten von künstlerisch begabten Schülerinnen und Schülern (Musik, Tanz, Theater), die in das Programm aufgenommen wurden, und Anpassbarkeit dieser Massnahmen in den Schulen der S1 und S2 sowie im Rahmen der dualen Ausbildung

- > Massnahmen zugunsten von künstlerisch hochbegabten Schülerinnen und Schülern (Musik, Tanz, Theater), welche die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen
- > Von den Kantonen für die Förderangebote «Kunst und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel

4.2. Allgemeine Situation der Angebote zur «Kunst und Ausbildung»

Frage: *Verfügen Sie über ein Konzept für die Förderung von begabten Künstlerinnen und Künstlern?*

12 Kantone, darunter Freiburg, erklären, dass sie über ein Förderprogramm für die Kunst-Ausbildung verfügen: JU, FR, GE, NE, TG, VD, VS, ZG, BE, SG, TI, ZH. Dabei ist anzumerken, dass der Kanton ZH kein eigentliches Förderprogramm eingerichtet, sondern eine Reihe von Massnahmen für die Unterstützung von talentierten Schülerinnen und Schülern anbietet.

12 Kantone geben an, dass sie über kein Förderprogramm für die Kunst-Ausbildung verfügen: AI, AR, BL, GL, GR, LU, NW, OW, SH, SO, SZ, UR.

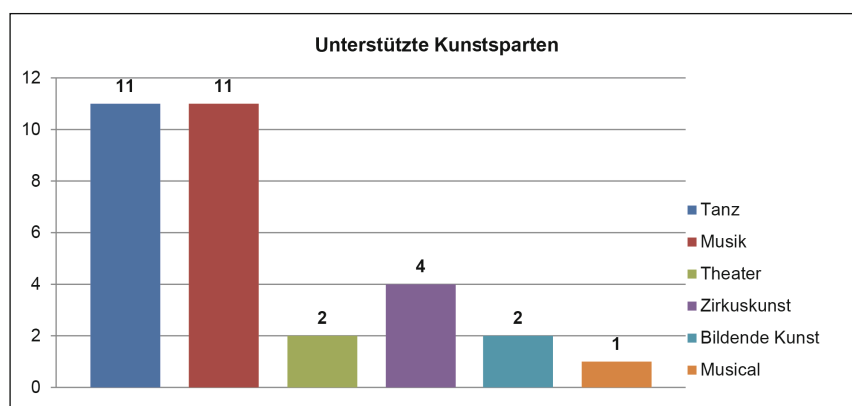
Alle Kantone, die über ein Förderprogramm zur Kunst-Ausbildung verfügen, haben auch ein Programm für den Sport. Hingegen verfügen die Kantone mit einem Förderprogramm für die Sport-Ausbildung (17 Kantone) nicht zwingend alle über eines für die Kunst-Ausbildung (12 Kantone). Alle lateinischen sowie fünf deutschsprachige Kantone verfügen über ein Förderprogramm für die Kunst-Ausbildung.

Zusammenfassung der nationalen Situation¹

Von den 12 Schweizer Kantonen, die über ein Kunst-Ausbildungs-Programm verfügen, darunter **FR**, geben drei Kantone (ZG, VD, NE) an, über Kunstschulen zu verfügen, und drei Kantone verfügen über spezielle Kunstklassen (GE, TG, ZG). In allen Kantonen ist das Programm in das normale Schulsystem eingegliedert, einzig TG kombiniert es mit einem privaten System. Ausser ZG bieten alle Kantone dieses Dispositiv auf der Sekundarstufe II an. Zudem bieten es sämtliche Kantone auf der Sekundarstufe I (3. Zyklus) an, aber nur fünf Kantone im 2. Zyklus (darunter **FR**) und keiner im 1. Zyklus. Sechs Kantone beschränken die Anzahl Plätze, was in **FR** nicht der Fall ist.

Frage: Welche Kunstsparten werden mit dem Förderprogramm unterstützt?

Mit Ausnahme von ZH verfügen alle Kantone über ein Förderprogramm (JU, **FR**, GE, NE, TG, VD, VS, ZG, BE, SG, TI) für den Tanz und die Musik. JU und NE schliessen das Theater mit ein, während **FR** in diesem Bereich eine auf ein Jahr konzentrierte Ausbildung nach Abschluss der Sekundarstufe II anbietet. NE, VD, VS und TI schliessen die Zirkuskunst, die beiden Kantone BE und SG die bildenden Künste mit ein. Der Kanton NE unterstützt mit vier die meisten Kunstsparten.



¹ ANHANG 7: Detaillierte Ergebnisse der Situation «Kunst und Ausbildung» nach Kanton und Schulstufe

Anzahl Freiburger Schülerinnen und Schüler

Anzahl Freiburger Schülerinnen und Schüler im SKA-Förderprogramm im Bereich Kunst seit 2011:

	2011 /2012	2012 /2013	2013 /2014	2014 /2015	2015 /2016	2016 /2017	2017 /2018
Total Sport und Kunst	407	450	427	411	426	370	386
Total Kunst	14	37	33	37	32	32	39
Tanz	13	21	25	29	22	25	23
Musik	1	16	8	8	10	7	16

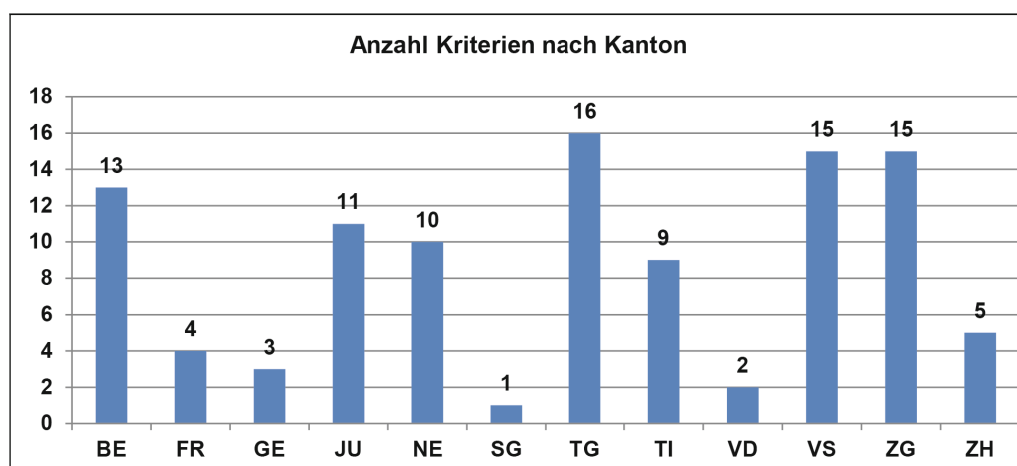
4.3. Situation in der Schweiz bezüglich den vier im Postulat angesprochenen Punkte

4.3.1. Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm

Hinweis: Es kann sein, dass ein und derselbe Kanton verschiedene Antworten für ähnliche Kriterien angibt (z. B. zur Anzahl geforderte Mindestlektionen oder Übungsstunden), da die Kriterien von der Sparte abhängen.

Kriterium	Anzahl Kantone, die das Kriterium anwenden
Erfüllen der allgemeinen Kriterien für eine Sparte (Vorkurs)	9 FR , GE, JU, NE, TG, TI, VD, VS, ZG
Mindestens 10 Übungsstunden pro Woche	9 BE, FR , JU, NE, TG, TI, VS, ZG, ZH
Vorspielen	9 BE, GE, JU, SG, TG, VD, VS, ZG, ZH
Fristgerecht eingereichtes Gesuch mit vollständigem Dossier	8 BE, FR , GE, JU, TG, TI, VS, ZG
Empfohlen durch eine Person	8 BE, JU, NE, TG, TI, VS, ZG, ZH
Übungsplan/Ausüben der Kunst	6 BE, NE, TG, TI, VS, ZG
Genügend kompetent sein für den Besuch der Akademie in Zürich (nur Tanz)	6 BE, JU, NE, TI, VS, ZG
Entscheid einer Zulassungskommission	6 BE, JU, NE, TG, VS, ZG, ZH
Dossier einreichen	6 BE, NE, TG, VS, ZG, ZH

Kriterium	Anzahl Kantone, die das Kriterium anwenden
Mindestens 8 Übungsstunden	5 BE, JU* (ungefähr), NE, TG, VS
Zertifikat einer anerkannten Tanzschule	5 BE, TG, TI, VS, ZG
Notwendigkeit von Ferien während des Schuljahres	5 JU, TG, TI, VS, ZG
Test	5 BE, JU, TG, VS, ZG
Regelmässiger Schulbesuch im Kanton	4 FR , JU* (Ausnahmen möglich), TG, TI
Bewerbungsschreiben	4 NE, TG, VS, ZG
Nachweis der Fähigkeiten (z. B. Teilnahme an einem Wettbewerb oder einer Ausstellung)	4 BE, NE, VS, ZG
Mindestens 12 Übungslektionen zu 60 Minuten	3 BE, TG, ZG
Mitglied eines Tanzensembles sein	2 NE, TG
Alter	1 JU



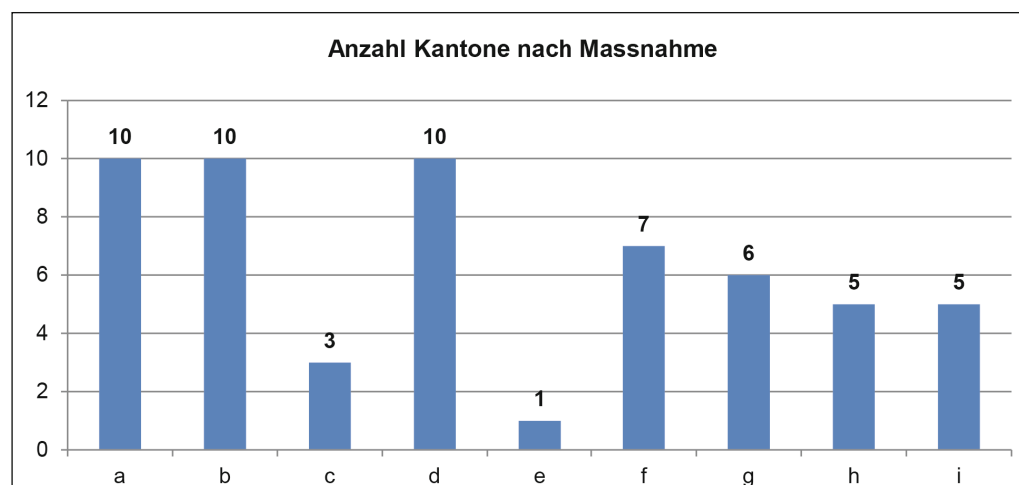
Aus diesen Tabellen geht hervor, dass einige Kantone zahlreiche Zulassungskriterien anwenden, andere hingegen nur wenige. Die Zahlen sind jedoch mit Vorsicht zu deuten: So haben einige Kantone ihre Antworten auf Nachfrage hin präzisiert, wodurch die Zahl der Kriterien erhöht wurde. Andere gaben keine Zusatzinformationen. Ausserdem unterscheiden sich die unterstützten Sparten im Bereich «Kunst und Ausbildung» von Kanton zu Kanton, wodurch auch die Kriterien unterschiedlich sind.

Man kann festhalten, dass in diesem Bereich eine grosse Vielfalt besteht, die sich aufgrund der kantonalen Hoheit auf diesem Gebiet ergibt. Es gibt kein Zulassungskriterium, das allen Kantonen, die über ein Kunst-Ausbildungs-Programm verfügen, gemeinsam ist. Wie im Bereich Sport lassen sich jedoch zwei Anforderungsarten ausmachen:

- > jene in Bezug auf die Anerkennung der Talente durch Fachleute der Kunstsparte
- > jene in Bezug auf den Fleiss, das heisst die Übungshäufigkeit und die Ausübung der Kunst.

4.3.2. Massnahmen zugunsten künstlerisch begabter Schülerinnen und Schüler (Musik, Tanz, Theater), die in das Programm aufgenommen wurden, und Anpassbarkeit dieser Massnahmen in den Schulen der Sekundarstufen I und II sowie im Rahmen der dualen Ausbildung

a	Teilweiser Unterrichtsdispens (mit Noten)	BE, FR, GE, JU, NE, SG, TG, TI, VD, VS
b	Vollständiger Unterrichtsdispens (ohne Noten)	BE, FR, GE, JU, NE, SG, TG, TI, VD, VS
c	Verlängerung der Schulzeit (Aufteilung des Programms auf mehrere Jahre)	BE, FR, TI
d	Pädagogische Unterstützung (Stützunterricht)	BE, FR, GE, JU, SG, TG, TI, VD, VS, ZG
e	Spezifisches Üben der Schule	ZG
f	Schul-/Klassenwechsel	BE, FR, GE, JU, TG, TI, VD
g	Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs	BE, FR, TG, TI, VD, ZG,
h	Stundenplananpassung	BE, FR, GE, SG, VS, ZH
i	Koordination des Stundenplans mit dem Konservatorium	BE, FR, TG, VD, ZG



Die Kantone, die über ein Konzept verfügen, setzen unter anderem folgende gemeinsame Massnahmen ein: Befreiung vom Unterricht und Organisation von Stützunterricht. Im Übrigen scheint das Angebot an Begleitmassnahmen hauptsächlich von den lokalen Bedingungen abzuhängen. Die Möglichkeit des Schulwechsels oder der Stundenplananpassung hängt vermutlich mit der Vielfalt der kantonalen Schulsysteme und der Entfernung zwischen der Schule und der Einrichtung, in der die Kunstsparte ausgeübt wird, zusammen. In den meisten Schweizer Kantonen ist der Mittwochnachmittag während der obligatorischen Schule schulfrei.

Die Massnahmen für Kunsttalente sind für alle betroffenen Schulstufen die gleichen. Gleichzeitig mit der Erarbeitung der von der EKSD erlassenen SKA-Richtlinien erliessen die VWD (Volkswirtschaftsdirektion, der die Berufsbildung untersteht) und das POA (Amt für Personal und Organisation des Staates) Richtlinien für die Lernenden des Staates. Viele private Unternehmen halten sich an die Bestimmungen dieser Richtlinien. Im Bereich Sport werden die Unternehmen ermutigt, die Nachwuchstalente mit dem Label

«Leistungssportfreundlicher Lehrbetrieb» zu unterstützen, das anlässlich der Freiburger Sportnacht verliehen wird. Es könnte in Betracht gezogen werden, für den Bereich Kunst ein ähnliches Label zu schaffen.

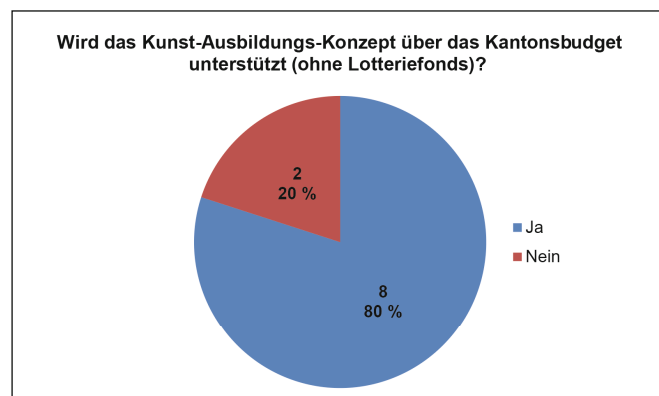
4.3.3. Massnahmen zugunsten künstlerisch hochbegabter Schülerinnen und Schüler (Musik, Tanz, Theater), welche die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen

Freiburg ist der einzige Kanton, der angab, dass Massnahmen für künstlerisch begabte Schülerinnen und Schüler vorgesehen sind, welche die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen. Der Kanton bietet folgende Massnahmen an: Unterrichtsdispens, Bereitstellung von Übungsräumen durch die Schule, mögliche Freitage für besondere Veranstaltungen, beispielsweise für das Spielen an Konzerten oder Vorstellungen.

4.3.4. Von den Kantonen für die Förderangebote «Kunst und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel

Frage: Budget des Kantons?

Alle Kantone, die über ein Förderprogramm für die Kunst-Ausbildung verfügen, ausser SG und TI, bieten ein kantonales Budget für dessen Unterstützung an (abgesehen von den Lotteriefonds).



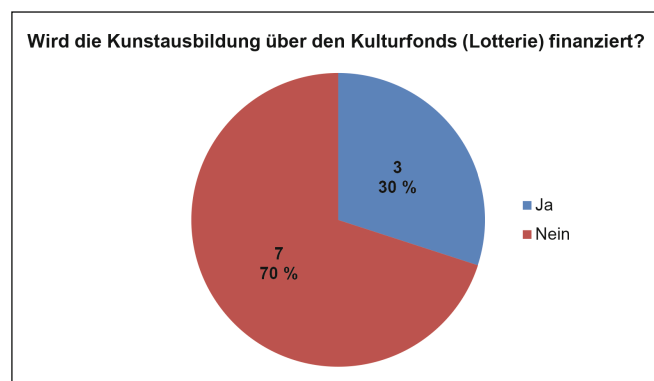
Sechs Kantone haben ein gemeinsames Budget für die Bereiche Sport und Kunst eingerichtet (**FR**, GE, NE, JU, ZH, ZG). In NE besteht ein Gesamtbudget für die pädagogische Unterstützung, zu dem für den Bereich Kunst die Beteiligung an den Kosten für das Konservatorium hinzukommt. Es ist jedoch schwierig, die detaillierten Kosten zu kennen, welche die Kantone in die gemeldeten Zahlen einschliessen.

Für **FR**, JU, NE, BE und ZG ist die kantonale Finanzierung die einzige Finanzierungsquelle. Folgende Beträge wurden von den Kantonen aufgeführt (kursiv die gemeinsamen Beträge für Sport und Kunst):

- > **FR: 730 000 Franken;**
- > GE: 900 000 Franken;
- > JU: 180 000 Franken;
- > NE: 350 000 Franken, davon 75 000 Franken für die pädagogische Unterstützung; hinzu kommen zwei Drittel der Konservatoriumskosten, die vom Kanton getragen werden, sowie eine Stunde Spezialunterricht pro Woche;
- > TG: 225 000 Franken;
- > VD: kein Budget, aber pädagogische Mittel für die Schulleitungen
- > VS: schwer zu ermitteln, denn das Budget betrifft die Schaffung von Spezialklassen, Stützunterricht, Koordinationseinheiten usw.
- > BE: 1500 Franken pro Schüler/in für schulische Massnahmen

- > ZH: 1 500 000 Franken
- > ZG: 19 000 Franken pro Schüler/in (finanziert zur Hälfte durch den Kanton, zur Hälfte durch die Gemeinde). Der Schulbesuch kostet gleich viel wie für normale Schülerinnen und Schüler und die Finanzierung ist identisch.

Frage: Wird die Kunst-Ausbildung mit dem Kulturfonds (Lotterie) finanziert?



Die Kantone TG, VD und TI verwenden den Kulturfonds (Lotterie) für die Finanzierung des Kunst-Ausbildungs-Programms. Die zugewiesenen Beträge sind im Folgenden angegeben. Der Kanton VD gibt kein spezifisches Budget an.

- > TG: 80 000 Franken
- > VD: mehrere Finanzhilfen, aber es ist unmöglich, den zugewiesenen Gesamtbetrag zu kennen
- > TI: 20 000 Franken

Frage: Weitere Finanzierungsquellen?

GE, TG, VD, VS geben weitere Finanzierungen an, VD führt jedoch aus, dass diese weiteren Finanzmittel ebenfalls vom Kanton stammen.

- > GE: Unterstützung für Intensivausbildungen und Vorkurse in Kunstschulen
- > TG: individuelle Stipendien für Musik- und Tanztalente: 12 000 Franken (privater Sponsor)
- > VD: Subventionierung durch den Kanton
- > VS: gleiche Antwort wie für den Sport (siehe oben)

So verwenden die Kantone TG und VD drei Finanzierungsarten (siehe Kommentar für VD oben). GE, VS haben als Budget eine Kombination von Investitionen des Kantons mit weiteren Finanzierungsarten.

Anmerkung: SG gibt keine Finanzierungsquelle durch den Kanton oder über die Lotterie an. Es scheint, dass dort die Gemeinden das Programm finanzieren.

4.4. Schlussfolgerungen für den Bereich Kunst

Im Postulat 2017-GC-51 fordern die Grossräte Savoy und Dietrich, die Gründe darzulegen, weshalb die heute bestehende Lösung bevorzugt wurde. Obwohl das Postulat die Vereinbarung von Kunst und Ausbildung betrifft, bezieht sich die folgende Ausführung auf beide Bereiche, auf den Sport wie auch auf die Kunst.

Der Bericht vom 1. Oktober 2013 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2029.08 von Eric Collomb erwähnt bereits die allgemeinen Grundsätze:

«Die Freiburger Nachwuchstalente sollen in den Genuss der gleichen Studienbedingungen wie die anderen Schülerinnen und Schüler kommen und zudem ihre Schulausbildung bestmöglich mit der Ausübung ihrer Sportart oder Kunst vereinbaren können. Die Schulen bieten den talentierten Kindern und Jugendlichen somit eine qualitativ hochstehende Ausbildung, die im Einklang mit dem Lehrplan des von ihnen gewählten Bildungsgangs steht und das gleiche Niveau wie die Ausbildung aller Schülerinnen und Schüler aufweist. Ihr Angebot ist klassen- und stufenspezifisch und berücksichtigt das Niveau der Schülerinnen und Schüler.»

Der Schwerpunkt wird für die Talente klar auf die freie Schulwahl gelegt. Im Gegensatz zu anderen Kantonen, die in ihrer Sport-Kunst-Ausbildung eine eingeschränkte Auswahl an möglichen Ausbildungen anbieten, manchmal sogar nur die Handelsmittelschule, wollte der Kanton Freiburg keinen Bildungsgang vorschreiben. Aus dem gleichen Grund, das heisst um eine optimale, auf die Fähigkeiten und Vorlieben der Talente zugeschnittene Studienwahl anbieten zu können, war die Eröffnung oder Führung von Spezialklassen nicht erwünscht. Allerdings können manchmal einige Richtungen empfohlen werden, um den Dispensgesuchen zu entsprechen. Im Kollegium erleichtern oder erschweren einige Optionen die Vereinbarung mit dem Sport/der Kunst, da die Schulen und Bildungsgänge nicht alle gleich organisiert sind. Als Beispiel kann Talenten, deren Training eher am Mittag stattfindet, eine Lösung in einer Schule, die über längere Mittagspausen verfügt, empfohlen werden. Schlussendlich liegt es aber immer an den Schülerinnen und Schülern, zu entscheiden, ob sie diese Ratschläge befolgen wollen.

Der oben erwähnte Bericht formuliert einen zweiten Grundsatz: auch wenn die Eröffnung von Sonderklassen nicht gewählt wurde, *«wurde eine Zusammenführung der sportlich oder musisch-künstlerisch talentierten Schülerinnen und Schüler in Aufnahmeschulen (Standortkriterium) im Hinblick auf eine Optimierung ihres Zeitmanagements für gut befunden. Die Nähe zum Trainingsort erspart den Schülerinnen und Schülern nämlich Wegstrecken und sie können sich die so gewonnene Zeit für Erholung oder Schularbeit nutzen. Es gibt daher zwei Arten von Nachwuchstalente: solche, die in*

die Nähe der Ausbildungszentren zu versetzen sind, und solche, die in ihrer ursprünglichen Schule bleiben können. Nachwuchstalente, die aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einem Ausbildungszentrum versetzt werden müssen, werden den Aufnahmeschulen zugeführt. Solche Versetzungen erfolgen unter Berücksichtigung der Verfügbarkeit und Aufnahmekapazität der Schulen, die Gegenstand von Vereinbarungen unter den Schulleitungen bilden.»

Einige Jahre später kann man festhalten, dass sich diese ursprünglichen Entscheide für die Nachwuchstalente als vorteilhaft erweisen. Nur ein geringer Prozentsatz von ihnen wird vom Sport oder der Kunst leben können. Die während dieser Zeit erworbene Ausbildung erleichtert ihnen den Übertritt in die Arbeitswelt, vor allem weil sie auf ihrer persönlichen Entscheidung beruht. Diese Jahre mit einer «Doppelbelastung» erfordern viel Energie und in dieser Zeit ist die Motivation hauptsächlich auf die Ausübung des Sports oder der Kunst ausgerichtet. Die schulische Aufmerksamkeit ist höher, wenn der Inhalt die Lernenden interessiert, und langfristig für sich eine Zukunft in diesen Wissens- und Kompetenzgebieten, die sie sich aufbauen, sehen.

Freiburg im interkantonalen Vergleich

- > 12 von 24 Schweizer Kantonen, die auf die Umfrage geantwortet haben, verfügen über ein Dispositiv «Kunst und Ausbildung», darunter auch Freiburg.
- > Freiburg verwendet das in der Schweiz vorherrschende Modell, welches das Kunst-Ausbildungs-Programm in das öffentliche Schulsystem integriert. Ein Kanton (ZG) verfügt über spezielle Kunstschulen und -klassen, zwei Kantone verfügen über Kunstschulen (VD, NE) und zwei weitere (TG, GE) über Kunstklassen. Im Vergleich mit den anderen Kantonen bietet Freiburg sein SKA-Förderprogramm besonders lange an, das heisst in den Zyklen 2 und 3 der obligatorischen Schule sowie in der Sekundarstufe II. Angesichts der Anzahl potenzieller Schülerinnen und Schüler und ihrer geografischen Verteilung hat Freiburg keine Kunstschulen oder -klassen für künstlerisch begabte Schülerinnen und Schüler geschaffen. Die kantonale Musikschule, das Konservatorium Freiburg, arbeitet eng mit dem Dispositiv zusammen und bietet Grund- und Vorkurse in Musik, Tanz und Theater an.
- > Die meisten Kantone bieten ein Kunst-Ausbildungs-Programm für Musik und Tanz an, aber nur wenige für das Theater und die bildenden Künste. Freiburg bietet Musik und Tanz an, aber nicht die bildenden Künste. Für das Theater legt der Vorkurs den Schwerpunkt auf ein Jahr nach Abschluss der Sekundarstufe II und ist so nicht Teil des SKA-Förderprogramms.
- > Die Hälfte der Kantone beschränkt die Zahl der zugelassenen Schülerinnen und Schüler; Freiburg wendet keinen Numerus Clausus an.

- > Auch wenn die kantonalen Modalitäten vielfältig und ein Vergleich der bestehenden Dispositive schwierig sind, schreiben die Zulassungsbedingungen in erster Linie eine vorgängige Prüfung der künstlerischen Fähigkeiten und des Potenzials vor, sowie den Nachweis von fleissigem Üben in der jeweiligen Disziplin. Wie 9 der 12 Kantone, die über ein Kunst-Ausbildungs-Programm verfügen, verlangt Freiburg die Aufnahmeprüfung für den Vorkurs (durchgeführt durch das Konservatorium Freiburg) und mindestens 10 Übungsstunden pro Woche. Aus den Umfrageergebnissen lässt sich nicht ersehen, ob die anderen Kantone bei diesen beiden Hauptkriterien für die Zulassung strenger sind.
- > Die Kantone haben für künstlerisch begabte Schülerinnen und Schüler Fördermassnahmen eingeführt, und zwar in Form von teilweisen oder vollständigen Unterrichtsdispensen (mit oder ohne Noten) sowie Stützunterricht, wie dies in Freiburg der Fall ist. Freiburg hebt sich zusammen mit zwei anderen Kantonen dadurch hervor, dass das Studium verlängert werden kann. Wie in fünf weiteren Kantonen besteht in Freiburg zudem die Möglichkeit des Schul- oder Klassenwechsels, um den Schülerinnen und Schülern die Organisation zu vereinfachen, sowie der Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs, um ihnen den Zugang zu ausserkantonalen Kunstschulen zu ermöglichen. Auch wenn die Stundenpläne mit dem Konservatorium koordiniert werden, organisiert Freiburg keine Stundenplananpassungen für Schülergruppen (z.B. alle Künstler/innen haben gleichzeitig schulfrei), wie dies in fünf anderen Kantonen der Fall ist. Die Schülerinnen und Schüler werden vom Sport- und/oder Musikunterricht befreit, aber die so freierwerdenden Stunden sind zufällig über die Woche verteilt, je nach dem Stundenplan der jeweiligen Klasse. In anderen Kantonen erleichtern offenbar die freigewordenen Stunden die Organisation der Schülerinnen und Schüler und wirken sich günstig auf die Vereinbarung von Schulbildung und Kunst-Ausbildung aus (beispielsweise für die Teilnahme an Gruppenunterricht und künstlerischen Workshops). Der schulfreie Mittwochnachmittag ist in den Schweizer Kantonen weit verbreitet, nicht aber in Freiburg. Er scheint die Stundenplangestaltung für die künstlerisch begabten Schülerinnen und Schüler sowie den Zugang zu Einrichtungen, um sich in der Kunst zu üben, für weiter entfernt lebende Schülerinnen und Schüler zu erleichtern.
- > Freiburg ist der einzige Kanton, der nach eigenen Angaben Massnahmen für künstlerisch begabte Schülerinnen und Schüler, welche die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen, vorgesehen hat. Der Kanton bietet folgende Massnahmen an: Unterrichtsdispens, Bereitstellung von Übungsräumen durch die Schule, Möglichkeit, für besondere Veranstaltungen frei zu nehmen, beispielsweise für Konzerte oder Vorstellungen. Diese Massnahmen können jedoch nur gewährt

werden, wenn ein genügender Notenschnitt erreicht wird und das Verhalten in der Schule vorbildlich ist. Die Gesamtzeit der Dispense und Urlaube darf fünf Tage pro Schuljahr nicht überschreiten. Stundenplananpassungen erlauben es künstlerisch begabten Schülerinnen und Schülern, ihre Kunst einfacher auszuüben; mit dieser Massnahme kann zumindest auf einen Teil der Bedürfnisse jener Talente, die nicht in das SKA-Förderprogramm aufgenommen werden, jedoch den schulischen Anforderungen entsprechen und motiviert sind, ihre Kunst auszuüben, flexibel eingegangen werden. Es wäre prüfungswert, ob für Talente, die ihre Kunst in ihrer Freizeit gewissenhaft praktizieren (z.B. Schüler/innen mit einem Amateurzertifikat in Musik oder Tanz), jedoch die Bedingungen für die Aufnahme in das SKA-Förderprogramm nicht erfüllen, ein spezielles Förderprogramm oder ein «Teil-SKA-Status» (wie der Status «Espoir» im Sport) entwickelt werden soll. Insgesamt scheinen die bestehenden Dispositive der anderen Kantone keine solche Möglichkeit zu bieten.

- > In Bezug auf die Finanzierung der Kunst-Ausbildungskonzepte bietet die Umfrage keine Handhabe, die Unterschiede zwischen den Kantonen genau zu bestimmen, sowohl was die investierten Beträge als auch was die genau abgedeckten Leistungen betrifft. Wie fünf weitere Kantone stellt Freiburg die Finanzierung seines Förderprogramms einzig über das kantonale Budget sicher, während andere den Lotteriefonds oder private Sponsoren miteinbeziehen.
- > Die meisten Kantone zeigen sich mit ihrem Kunst-Ausbildungskonzept zufrieden, möchten aber in den nächsten Jahren verschiedene Änderungen einführen. Die angestrebten Fortschritte beziehen sich nicht auf die Erhöhung der Zahl junger Menschen, die Massnahmen in Anspruch nehmen können, sondern auf die Qualität der Unterstützungsmassnahmen und der angebotenen Vergünstigungen, um Kunst und Ausbildung zu vereinbaren.

Fazit

- > Der interkantonale Vergleich lässt darauf schliessen, dass das Freiburger SKA-Förderprogramm interessante Vorzüge bietet: Es weist die Besonderheit auf, dass es auf die Einhaltung der Lehrplanziele der jeweils gewählten Ausbildung abzielt, um den Kunsttalenten das gleiche schulische Leistungsniveau zu gewährleisten wie den anderen Schülerinnen und Schülern. Das Förderprogramm ermöglicht Anpassungen, die auf die verschiedenen Klassen, Stufen und schulischen Anforderungen ausgerichtet sind und die den jungen Talente eine umfassende Studienwahl gewährleistet.
- > Das Freiburger SKA-Konzept beruht hauptsächlich darauf, dass die Schülerinnen und Schüler sich in ihrer Freizeit engagieren, sowie auf einen starken Rückhalt in der Familie. Auch die Selbstständigkeit, die Verantwortung

und die organisatorischen Fähigkeiten der Schülerinnen und Schüler sind gefragt.

- > Analog der föderalistischen Organisation der Schweiz zeigt die Studie der verschiedenen Kunst-Ausbildungs-

strukturen auf, dass es so viele Systeme gibt wie Kantone, die alle ihre Vor- und Nachteile haben. Für Freiburg gehen aus der SWOT-Analyse folgende Themen hervor:

Stärken	Schwächen
<ul style="list-style-type: none"> > alle Schülerinnen und Schüler wählen die Ausbildung, die sie möchten; ihr familiäres und soziales Umfeld wird beibehalten > Anpassung an die differenzierten Bedürfnisse der jeweiligen Kunstsparte > Unterstützungsmassnahmen für fast alle Schulstufen (Hinweis: Theater auf ein Jahr Vorkurs konzentriert) > Schwerpunkt auf anerkannte Talente > offizielle Anerkennung: Vorberufsklasse Konservatorium, in der Schule normale «Schul- und Berufsabschlüsse» > Zusatzmassnahmen für nicht ins Förderprogramm aufgenommene SKA-Schüler/innen > Möglichkeit der Finanzierung des ausserkantonalen Schulbesuchs > kantonale Koordination (Gleichbehandlung) > keine eingeschränkte Platzzahl > Kosten-Nutzen-Verhältnis des Programms: Anpassungsfähigkeit des Dispositivs > Zweisprachigkeit des Kantons und folglich des Programms > Dispositiv für eine vorberufliche Intensivausbildung in Tanz 	<ul style="list-style-type: none"> > Nachholen von Schulstoff notwendig > Abhängigkeit von der vorberuflichen Auswahl des Konservatoriums für Künstler/innen (keine Alternative) > fehlende Möglichkeit zur Stundenplananpassung für Gruppenunterricht oder künstlerische Workshops > kein Dispositiv für die bildende Kunst > Anwendung der SKA-Dispense, insbesondere für Schülerinnen und Schüler, die das Schwerpunktfach Musik gewählt haben, noch nicht systematisiert
Chancen	Gefahren
<ul style="list-style-type: none"> > grössere Flexibilität bei Unterrichtsdispensen und bei der Anerkennung von schulischen Leistungen > Stundenplangestaltung für Gruppenunterricht oder künstlerische Workshops > IT-Entwicklung (für mehr Flexibilität und eine bessere Betreuung der Schüler/innen) > mögliche Unterstützung des Bundes für die Talentförderung 	<ul style="list-style-type: none"> > Rahmenbedingungen: hohe Arbeits- und Organisationslast für die Kunsttalente; Gefahr der Erschöpfung, Notwendigkeit eines optimalen sozialen und familiären Umfelds > Kosten des ausserkantonalen Schulbesuchs

5. Gesamtfazit

Der Staatsrat möchte auf die Anstrengungen aufmerksam machen, die heute für viele junge Talente unternommen werden, damit sie eine gezielte und individuelle Unterstützung erhalten. Er betont die Notwendigkeit einer abgeschlossenen schulischen Ausbildung, um gegebenenfalls die Risiken und Schwierigkeiten in Verbindung mit einer Profikarriere im Sport oder in der Kunst auszugleichen. Zudem ist die Sportkarriere vieler Athletinnen und Athleten zeitlich begrenzt. Wenn sie zum Zeitpunkt des Übergangs eine abgeschlossene Ausbildung vorweisen können, wird dieser deutlich erleichtert. Diese jungen Menschen bestmöglich auf ihre Zukunft vorzubereiten, indem ihre schulischen Kenntnisse und Leistungen mit Abschlüssen bestätigt werden, ist ein vorrangiges Ziel.

In den letzten Jahren wurden hinsichtlich der Vereinbarung von Kunst oder Sport und schulischer Ausbildung wichtige Fortschritte erzielt. Das Gesetz und das Reglement über den Sport (SportG, SportR) legen die gesetzlichen Grund-

lagen für die staatliche Nachwuchsförderung und den Leistungssport sowie für die Einführung des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung fest. Das Schulgesetz und das dazugehörige Reglement integrieren das SKA-Förderprogramm. Die Verabschiedung der SKA-Richtlinien ermöglichte es, die Praxis in Verbindung mit dem SKA-Förderprogramm in allen Schulen der EKSD zu vereinheitlichen. Parallel dazu regeln die Richtlinien des Amts für Personal und Organisation (POA) die Arbeitszeitgestaltung für die Lernenden und 3+1-Praktikantinnen und -Praktikanten beim Staat Freiburg.

Aufgrund der Analyse der im Rahmen dieser Umfrage gesammelten Daten stellt der Staatsrat fest, dass der Kanton Freiburg über leistungsstarke Instrumente verfügt, die dem interkantonalen Vergleich ohne weiteres Stand zu halten vermögen, die aber selbstverständlich der gesellschaftlichen wie auch der gesamtschweizerischen Entwicklung folgen müssen. Alle Kantone sehen sich den gleichen Herausforderungen gegenüber. So wurden in mehreren Kantonsparlamenten, die in manchen Fällen von den grossen Sportvereinen angesprochen wurden, Fragen aufgeworfen, die kantonsübergreifende

Abklärungen und Umfragen nach sich gezogen haben. Diese Vergleiche haben bisher noch nicht zu einer idealen Lösung geführt, die auf breiter Ebene umgesetzt werden kann: Der individuelle Charakter der Bedürfnisse (eine Jugendliche – ein Zuhause – eine Sportart/Kunstsparte – ein Niveau – eine Ausbildung) sowie die Besonderheiten der Kantone (Grösse, Stadt/Land, Verkehrsnetz, Vorhandensein von Ausbildungszentren usw.) bewogen diese, differenzierte Lösungen zu finden, die auf die jeweilige Ausgangslage zugeschnitten sind. Das Freiburger Konzept ist speziell auf die freie Wahl und die Qualität der absolvierten Ausbildung ausgerichtet, die eine Individualisierung der Fördermassnahmen für die anerkannten jungen Talente notwendig machen. Im kantonsübergreifenden Vergleich zeichnet es sich durch einen relativ einfachen Zugang aus (Zwischenstatus «Espoir», punktuelle Massnahmen für jene, die nicht ins SKA-Förderprogramm aufgenommen werden, keine Beschränkung der Platzanzahl, «von Fall zu Fall» für die unteren Schulstufen). Im Bereich Sport wird das Bedürfnis einer besseren Unterstützung der Vereine und Verbände spürbar, damit diese ihren Handlungsspielraum für die Lockerung oder Anpassung ihrer Bedingungen in ihrem Kompetenzbereich bestmöglich ausschöpfen können.

Die Schülerinnen und Schüler stehen sowohl im Bereich Sport als auch im Bereich Kunst im Zentrum des SKA-Förderprogramms. Für den Staatsrat und namentlich im Bereich **Sport** ist der Ersatz des aktuellen Angebots durch die Schaffung einer Sportschule nicht zweckmässig. Einerseits gibt es in unserem Kanton nicht genügend offiziell von ihrem nationalen Verband anerkannte junge Sportlerinnen und Sportler, zumal in der Orientierungsschule drei Klassentypen (Progymnasial-, Sekundar- und Realklasse) und auf nachobligatorischer Ebene eine Vielzahl von Bildungsgängen bestehen. Andererseits hängen die Anforderungen der Sportvereine – in Bezug auf den Zeitplan, den Trainingsort oder die Trainingslast – von der jeweiligen Sportart ab (ungefähr 40 verschiedene Sportarten für die anerkannten Talente in unserem Kanton). Mit anderen Worten finden die Trainings weder am gleichen Ort noch zur gleichen Zeit statt.

Dennoch ist der Staatsrat der Ansicht, dass mittel- oder langfristig Verbesserungen im Bereich Sport und im Bereich Kunst möglich sind. Zurzeit prüfen das Amt für Sport und das Amt für Kultur mehrere Lösungen. Einige Anpassungen lassen sich relativ einfach umsetzen, andere sind hingegen aufgrund ihrer Auswirkungen über den Kreis der betroffenen sportlichen und künstlerischen Nachwuchstalente hinaus komplexer, insbesondere im Hinblick auf die Organisation der Schulen und Sportvereine und/oder ihre möglichen Kosten. Die Vor- und Nachteile jedes Vorschlags müssen noch beurteilt werden.

Es lassen sich vier Hauptstossrichtungen für Verbesserungen erkennen:

1. Verbesserungen im Bereich des Rechtsrahmens, des Vorgehens und der Bearbeitung der Anträge für junge Sportlerinnen/Sportler sowie Künstlerinnen/Künstler:
 - Anerkennung der Talente, wie sie von ihren jeweiligen Verbänden bestimmt werden, und Zulassungsentscheid einzig aufgrund der Talent Card würde eine schnellere Entscheidung ermöglichen, aber den Zugang zum SKA-Förderprogramm erschweren.
 - Digitalisierung des gesamten oder eines Teils des Zulassungsverfahrens zum SKA-Förderprogramm je nach Anzahl und Art der gewählten Kriterien (in Verbindung mit dem vorangehenden Vorschlag).
 - Prüfung der Möglichkeit von bedeutenderen Ausnahmen für den Kunstinachwuchs, der nicht Teil des SKA-Förderprogramms ist (vor dem Eintritt in Vorkurse), und Erarbeitung von Begleitmassnahmen durch das Freiburger Konservatorium, zumal die Aufnahme mit Amateurzertifikat bereits über zehn Jahre Musik- oder Tanzpraxis bedingt.
 - Prüfung der Situation im Bereich der bildenden Kunst und Verankerung des SKA-Förderprogramms in den gesetzlichen Grundlagen über die kulturellen Angelegenheiten (KAR).
2. Änderungen in der Organisation und Funktionsweise der Schulen und des Konservatoriums:
 - Neuorganisation des Stundenplans in der OS mit Einführung des freien Mittwochnachmittags für eine leichtere Vereinbarung von Sport oder Kunst und Ausbildung namentlich in den Randgebieten sowie für eine bessere Arbeitsorganisation der jungen Talente. Nach der Einreichung der Motion der Grossräte Hunziker und Schläfli wurde der Vorschlag des freien Mittwochnachmittags in der OS im Rahmen der Änderung des Schulgesetzes und seines Reglements in die Vernehmlassung geschickt. Die Motion wurde von den Gemeinden und Organen, die an der Vernehmlassung teilgenommen haben, klar abgelehnt.
 - Information der Lehrpersonen über die durch das SKA-Förderprogramm angebotenen Möglichkeiten für die betroffenen Schülerinnen und Schüler und Vereinheitlichung der Gewährung der im SKA-Förderprogramm vorgesehenen Dispense durch die Schulleitungen der Sekundarstufe I und II.
 - Erhöhung der Gesuche um Unterrichtsdispens, da diese von den Schülerinnen und Schülern nicht immer genutzt werden. Zum Beispiel würde die Einführung von Fernunterricht für bestimmte Fächer das Nachholen von versäumtem Stoff vereinfachen.

- Möglichkeiten der Stundenplananpassung, namentlich für künstlerisch begabte Schülerinnen und Schüler, welche Schulen der S2 besuchen.
 - Prüfung mit dem Konservatorium der Zweckmässigkeit der Einführung von Gruppen- oder Ensembleunterricht.
3. Direkte Unterstützung der jungen Sportlerinnen und Sportler und/oder der jungen Künstlerinnen und Künstler:
- Bessere Bekanntmachung und systematische Einführung der Möglichkeit, die Ausbildung zu verlängern. Dieses individuelle Angebot besteht bereits, wird aber wenig genutzt; dabei bietet es sich als Lösung an, um die schulische und sportliche Karriere besser zu vereinbaren
 - Ausarbeitung eines Konzepts für eine intensivere pädagogische Betreuung der Athletinnen und Athleten, Erarbeitung eines Karriereplans sowie Einführung systematischer Fördermassnahmen wie der Betreuung durch eine Lehrperson zu regelmässigen Zeiten für das Nachholen versäumter Lektionen, die Erklärung des Stoffs oder die Beantwortung von Fragen.
 - Bereitstellung der behandelten Fächer auf einer E-Learning-Plattform mit der Unterstützung der Fachverantwortlichen durch den Ausbau von Lehr- und Lernplattformen für Schulen wie Educanet2 und ganz neu www.frischool.ch, einem Portal mit digitalen Ressourcen für die Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule.
 - Erwägen der Bereitstellung von Räumen (Sport- oder Fitnessräume für das individuelle oder allgemeine Körpertraining, Übungsräume für Künstler/innen) sowie der Förderung einer gesunden Lebensweise des Nachwuchses durch Beratung in den Bereichen Ernährung, Organisation usw.
 - Prüfung der Möglichkeit einer kostenlosen medizinischen Untersuchung für Schülerinnen und Schüler, die am Förderprogramm teilnehmen, wie dies im Kanton Waadt angeboten wird. Es geht dabei um die Einführung einer medizinischen Betreuung während der Sport-Ausbildung. In diesem Sinn stellt der Freiburgerische Verband für Sport mit dem «medizinischen Dossier für junge Athletinnen und Athleten» derzeit Überlegungen an.
4. Organisation der Sportvereine und gewährte Unterstützung:
- Die Sportvereine harmonisieren und passen soweit möglich ihre Bedürfnisse hinsichtlich Trainingstage und -stunden, Gewohnheiten und Trainingsbelastung an, um das Leben der jungen Sportlerinnen und Sportler zu vereinfachen. Sie führen eine Buchhaltung und haben Kriterien festgelegt, welche die

Anforderungen der Organisationen, die finanzielle Unterstützung gewähren, erfüllen, um den Zugang zu Subventionen zu vereinfachen.

- Prüfung der Schaffung eines Labels für Lehrbetriebe, welche das Ausüben der Kunst unterstützen.

Der Staatsrat möchte die Anpassung des SKA-Förderprogramms weiterführen, indem er:

- > die Leitlinien und Werte weiterverfolgt, die seinem SKA-Förderkonzept zugrunde liegen,
- > Lösungen für die ermittelten Probleme vorschlägt und die erwähnten Verbesserungsvorschläge im Hinblick auf eine laufende Verbesserung analysiert
- > sich die Erfahrungen anderer Einrichtungen oder Kantone zunutze macht, auch wenn sich ihre Angebote für Sport oder Kunst und Ausbildung von jenen des Kantons Freiburg unterscheiden.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Anhänge

1. Tabelle mit den Anzahl Stunden im Stundenplan der Kantone
2. Situation «Sport und Ausbildung» nach Kanton und Schulstufe
3. Situation der Talent Cards in Freiburg und in der Schweiz
4. Anforderung der Talent Card pro Kanton
5. Zulassungskriterien für das Sport-Ausbildungs-Konzept pro Kanton
6. Ausbildungszentren pro Kanton
7. Situation «Kunst und Ausbildung» nach Kanton und Schulstufe